

VOLUME 43 | NUMÉRO 4 | 2021

PSYNOPSIS

LE MAGAZINE DES PSYCHOLOGUES DU CANADA

NUMÉRO SPÉCIAL SUR LA REPRÉSENTATION DES INTÉRÊTS

CHANGER LES POLITIQUES EN
MATIÈRE DE SANTÉ MENTALE

PAGE 7

APPRENTISSAGE SOCIAL ET
ÉMOTIONNEL, POLITIQUES ET
PSYCHOLOGIE

PAGE 10

DES PSYCHOLOGUES INSPIRÉS
RÉAGISSENT AUX GRANDS
ENJEUX MONDIAUX

PAGE 18

K.R. COHEN, PH.D.
& GLENN BRIMACOMBE, MA



Life Support
Mental Health

Mental
Health
Check

**SIGN UP TODAY
& YOUR MONTHLY
ACCOUNT FEE IS
FREE UNTIL
FEB 1, 2022.¹**

**RECEIVE
MORE CLIENTS
& BOOST
INCOME BY UP
TO \$140/HR!³**

How does this benefit YOU?

As a **Reviewer²** you **receive \$35.00 per Mental Health Check review (approx. 8-20 min).**

As a **Referee** you **receive psychotherapy referrals.²**

Supplement your income or boost earnings for your established clinical practice.

What is Mental Health Check?

An **evidence-based assessment tool** that clients take from the comfort of their home.

Learn more on our website
[https://lifesupport247.com/
service-provider/](https://lifesupport247.com/service-provider/)



¹ Monthly account fees will begin February 1, 2022. Subscriptions are month to month thereafter, cancellable with 15 days notice.

² Eligibility to become a Referee and/or Reviewer can be found on our website at [https://lifesupport247.com/
service-provider/](https://lifesupport247.com/service-provider/)

³ Based on an average of 4 reviews per hour. Reviews typically take between 8 and 20 minutes to complete.

MIND FULL

— A CPA PODCAST —



The fall season of the CPA podcast Mind Full features interviews with some fascinating members. We spoke to Caroline Pukall about vulvodynia, a condition that affects millions of women but is not common knowledge. Melissa Tiessen and Karen Dyck told us about the Intentional Therapist, a network promoting self-care for female mental health professionals. Zuraida Dada told her incredible story of activism against apartheid growing up in South Africa, and Gina Ko introduced us to her own podcast, Against the Tides of Racism.

**Find us wherever you
get your podcasts!**

LE MAGAZINE OFFICIEL DE LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DE PSYCHOLOGIE

EDITORIAL

Rédactrice en chef	Karen R. Cohen
Directrice des services de rédaction	Christy Savage
Publicité	Kathryn McLaren
Conception / Production	Adam Ashby Gibbard

CONSEIL 2020-2021

Président	Ada Sinacore, Ph.D.
Président sortant	Kimberly Corace, Ph.D., CPsych
Administrateurs	Jean Saint-Aubin, Ph.D. Shelley Goodwin, Ph.D., RPsych Kerri Ritchie, Ph.D., CPsych Elizabeth Church, Ph.D., RPsych David Danto, Ph.D., CPsych Janine Hubbard, Ph.D., RPsych Laurie Ford, Ph.D. Alejandra Botia, M.A.
Partenaires	CCDP - Sandra Byers, Ph.D. CCPPP - Sara Hagstrom, Ph.D., CPsych CSBBBCS - Valerie Thompson, Ph.D. CPAP - Judi Malone, Ph.D., RPsych
Chef de la direction	Karen R. Cohen, Ph.D., CPsych
Directrice générale adjointe	Lisa Votta-Bleeker, Ph.D.

Psynopsis est fier d'annoncer que, à compter du volume 42.4, nous utiliserons désormais une encre végétale plus écologique, et que les pages du magazine sont faites de matériaux recyclés à 100 % et les pages de couverture, de contenu recyclé à 10 %.

SUBMISSIONS

Veuillez faire parvenir vos articles à psynopsis@cpa.ca. Pour de plus amples renseignements sur les soumissions et les directives rédactionnelles, veuillez voir cpa.ca/psynopsisfr

La Société canadienne de psychologie (SCP) conserve le droit d'auteur de Psynopsis. Tout article qui y est publié, autre que par un représentant, un directeur ou un employé de la SCP, reflète strictement les opinions de l'auteur et non pas nécessairement celles de la Société canadienne de psychologie, de ses représentants, de sa direction ou de ses employés.

CANADA POST
CANADA POSTE
PUBLICATION MAIL
PUBLICATION
AGREEMENT
REGISTRATION NUMBER
NUMÉRO DE CONTRAT
D'INSCRIPTION
40069496

ISSN 1187-11809



Message des rédacteurs en chef invités	04
Message de la présidente	06
Changer les politiques en matière de santé mentale	07
Apprentissage social et émotionnel, politiques et psychologie	10
La boîte à outils du CCTC pour le développement de la réactivité sociale	12
L'urgence de créer une commission canadienne pour surveiller les pratiques exemplaires à l'intention de nos jeunes et de nos enfants canadiens les plus vulnérables	13
Renforcer les politiques publiques	14
Applis grand public de santé mentale, recherche et politiques publiques	16
Des psychologues inspirés réagissent aux grands enjeux mondiaux	18
Mental health care in Canada: Mending the access gaps	20
Mental Health Parity, a Time Whose Idea has Come	21
Faits saillants des activités de la SCP	22
Hommage à Pat O'Neill	24
Profil des membres pour Psynopsis : Zuraida Dada	26
Honorer l'un des psychologues les plus influents de tous les temps : Albert Bandura	28
Les récipiendaires du certificat d'excellence universitaire de la SCP 2021	30
Psychologues et retraite	32
Rapport sur la réunion virtuelle de l'Assemblée générale de l'Union internationale de psychologie scientifique, 2021	33
Questions et réponses avec Glenn Brimacombe	36



**K.R.
COHEN**

PH. D., CHEF DE LA
DIRECTION, SCP



**GLENN
BRIMACOMBE**

M.A., DIRECTEUR DES POLITIQUES
ET DES AFFAIRES PUBLIQUES, SCP

MESSAGE DES RÉDACTEURS EN CHEF INVITÉS

CHANGER LES CHOSES : la représentation des intérêts de la psychologie au Canada

Le changement est la pierre angulaire de la psychologie scientifique, de la pratique et de l'enseignement de la psychologie. Les psychologues passent leurs journées à explorer, à apprendre et à aider les gens à changer – à apprendre et à se rappeler, à mieux fonctionner en tant que travailleur, dans le sport, dans les organisations et dans les groupes, à étudier la façon dont nous nous traitons les uns les autres et dont nous traitons l'environnement, à réduire la détresse émotionnelle et à améliorer le bien-être, pour ne citer que quelques exemples. Il ne fait aucun doute que les psychologues comprennent le changement – pourquoi et quand il est nécessaire et comment l'induire sur le plan individuel et collectif.

La représentation des intérêts consiste à apporter des changements – à une politique, une réglementation ou une législation. Il n'est pas facile d'apporter des changements. En fait, certaines études sur le changement organisationnel indiquent que la plupart des initiatives de changement échouent¹. Le maintien du statu quo demande moins d'énergie et cette moindre mobilisation d'énergie peut être une stratégie adaptative. Le maintien du statu quo est souvent l'option par défaut², que le statu quo soit plus ou moins coûteux, plus ou moins sain, ou qu'il constitue un meilleur ou un pire choix environnemental.

Le changement, et donc la représentation des intérêts, prend du temps. La représentation des intérêts a pour but d'élaborer

un message clair assorti de recommandations applicables et consiste à livrer ce message de manière stratégique, et le plus souvent de façon répétitive, aux individus ou aux organisations qui peuvent donner suite à ces recommandations. Pour de nombreux professionnels, la perspective de défendre son point de vue ou une recommandation précise est source de stress ou d'appréhension. En tant que chefs de file qui ont passé leur carrière à défendre des intérêts, le lobbying ou les relations gouvernementales constituent une *activité essentielle* pour toute profession et, à bien des égards, ils sont attendus par les gouvernements fédéral.

La représentation des intérêts est au mieux un processus productif, transparent et inclusif qui permet à des organismes comme la Société canadienne de psychologie (SCP) d'exprimer leurs opinions légitimes sur une gamme de questions de politique publique qui touchent le public ou la profession. En tant que discipline, la psychologie se préoccupe de la façon dont les gens pensent, ressentent et se comportent. Il n'y a pas de politique, de réglementation ou de législation pour laquelle la manière de penser, ressentir et se comporter n'est pas pertinente. Pensez à plusieurs questions récentes et actuelles d'intérêt public : la thérapie de conversion, l'aide médicale à mourir, le changement climatique, l'aptitude à comparaître, les répercussions psychologiques causées par une pandémie et racisme et discrimination. Ce sont toutes des questions sur lesquelles la psychologie aide les sociétés à s'attaquer³.

Bien que les occasions de promotion des intérêts se présentent parfois à vous sans que vous les initiiez vous-même, par exemple, lorsqu'un administrateur d'hôpital ou d'université vous demande votre avis pour résoudre un problème relatif aux services hospitaliers ou un problème d'ordre pédagogique, vous pouvez vous-même provoquer ces occasions, en cherchant à rencontrer des décideurs, des bailleurs de fonds et des législateurs pour leur offrir votre expertise afin de les aider à résoudre les problèmes auxquels ils sont confrontés.

Peu importe comment l'occasion se présente, il est important de reconnaître que le public, les médias, les autres fournisseurs de soins de santé, les établissements et le gouvernement auront parfois un point de vue différent sur la problématique qui vous préoccupe. Il est tout aussi important de comprendre ces divers points de vue pour orienter votre position et formuler vos recommandations. Lorsqu'une occasion de représentation des intérêts se présente à vous, il est important d'équilibrer le temps que vous aurez à mettre pour bien vous préparer à la rencontre et le moment de la rencontre elle-même, car en attendant trop, vous risquez de voir se refermer le créneau d'action. Lorsqu'un créneau d'action s'ouvre, vous devez être prêt à donner votre avis et vos recommandations. Nous, à la SCP, disons souvent que nous essayons de ne jamais refuser une rencontre; nous ne savons jamais laquelle de ces rencontres nous permettra de faire avancer notre dossier.

Tirer parti de l'art (choix du moment et possibilités d'action) et de la science (solutions fondées sur des données probantes) de la représentation des intérêts est essentiel pour asseoir la crédibilité de la profession. Cela permet également de positionner la profession en tant que chef de file sur des questions particulières, sur lesquelles les gouvernements, les décideurs, les médias et d'autres personnes ou organisations pourraient solliciter votre avis.

En voici un exemple : avant les élections fédérales de 2021, la SCP a présenté un mémoire en vue de la consultation pré-budgétaire du gouvernement fédéral. L'une des recommandations du mémoire demandait des transferts ciblés en matière de santé mentale aux provinces et aux territoires. Les programmes électoraux de chaque parti national réclamaient des investissements dans les services de santé mentale et de traitement des dépendances – ce fut un moment historique. Ce moment en était probablement un où le choix du moment, le contexte et la préparation se sont conjugués dans un message et des recommandations qui ont fait évoluer le point de vue de chaque parti politique. Après les élections, le gouvernement libéral a annoncé un nouveau transfert en matière de santé mentale. La SCP a publié deux articles dans le *Hill Times* sur l'accès aux services psychologiques et la parité du financement entre services de santé mentale et services de santé physique. Par la suite, le *Hill Times* a communiqué avec nous pour nous demander notre point de vue sur les engagements du gouvernement fédéral nouvellement élu en matière de santé mentale.

Il est certain que le changement nécessite de multiples contributions, et celle de la SCP n'en est qu'une. Le pouvoir des partenaires dans la réalisation des changements ne doit pas être sous-estimé. La SCP joue un rôle de premier plan auprès de plusieurs d'entre eux (p. ex., le Groupe d'intervention action santé [GIAS], l'Alliance canadienne pour la maladie mentale et la santé mentale [ACMMSM], le Consortium canadien pour la recherche [CCR]), ce qui nous permet de renforcer nos messages. Non seulement le fait d'entendre une pluralité de points de vue est plus convaincant pour le gouvernement et les autres décideurs, cela peut également nous ouvrir des portes. Pour obtenir des résultats efficaces, le consensus et la collaboration au sein d'une profession par rapport à un problème et à ses solutions sont importants. Rien ne peut rebuter davantage et aussi rapidement votre interlocuteur que des messages non coordonnés et non cohérents.

Bien que la représentation des intérêts de la discipline et de la profession soit un mandat important de la SCP, et qu'une grande partie du temps de son personnel de direction y soit consacrée, le changement n'est pas le fait de la seule association. Les membres, les affiliés et les étudiants affiliés de la SCP sont également des porte-parole importants au sein des organisations dans lesquelles ils travaillent et auprès de leurs représentants élus à tous les ordres de gouvernement. Nous vous encourageons fortement à visiter la section consacrée à la représentation des intérêts de notre site Web pour voir ce que nous faisons et ce que nous avons accompli en votre nom. Nous croyons fermement que l'association a un rôle à jouer pour doter les membres des connaissances de base, des stratégies et des outils nécessaires pour être eux-mêmes des intervenants et des porte-parole efficaces. Le fait que les membres disent la vérité aux personnes au pouvoir, à l'aide d'un message cohérent et à un nombre croissant de parlementaires peut avoir une incidence sur la façon dont ces derniers évaluent l'importance d'aborder une question ainsi que ses solutions.

Nous avons créé une page réservée aux membres où vous pouvez accéder à un guide de représentation des intérêts (*Représentation des intérêts et politiques publiques au Canada – Guide des relations gouvernementales pour la défense de la psychologie*), un guide sur l'utilisation des médias (*Interviews, Hashtags, and Op-Eds – A Psychologists Guide to Working*

PSYNOPSIS

LE MAGAZINE DES PSYCHOLOGUES DU CANADA

Psynopsis est le magazine officiel de la Société canadienne de psychologie. Son but est d'amener la psychologie, comme pratique, domaine d'enseignement et discipline scientifique, à traiter de sujets qui préoccupent et intéressent le public canadien. Chaque numéro est thématique et est le plus souvent publié sous la direction d'un psychologue membre de la SCP ayant une expertise dans le thème du numéro. L'objectif du magazine n'est pas tant le transfert des connaissances d'un psychologue à un autre que la mobilisation des connaissances en psychologie auprès des partenaires, des intervenants, des bailleurs de fonds, des décideurs et du grand public, qui s'intéressent à la thématique du numéro. La psychologie est à la fois l'étude scientifique de la façon dont les gens pensent, se sentent et se comportent et une profession. Qu'il s'agisse des droits de la personne, de l'innovation en santé, des changements climatiques ou de l'aide médicale à mourir, la façon dont les gens pensent, se sentent et se comportent est pertinente pour presque toutes les questions, politiques, décisions de financement ou réglementations auxquelles sont confrontés les individus, les familles, les milieux de travail et la société. Par l'entremise de *Psynopsis*, nous espérons orienter les discussions, les décisions et les politiques qui touchent la population du Canada. Chaque numéro est accessible au public et plus particulièrement aux ministères, bailleurs de fonds, partenaires et décideurs dont le travail et les intérêts, dans le contexte de la thématique abordée, pourraient être orientés par le travail des psychologues. La vision organisationnelle de la SCP est une société où l'être humain est le moteur de la législation, des politiques et des programmes destinés aux personnes, aux organisations et aux collectivités. *Psynopsis* est un instrument important par lequel la SCP s'efforce de réaliser cette vision.



With the Media), des trousse d'outils (*Trousse d'outils sur la tenue des rencontres avec votre député, Rencontrez votre député – Trousse d'outils sur la représentation des intérêts au nom de la psychologie scientifique*) et d'autres ressources éducatives pour vous aider à acquérir des compétences en représentation des intérêts qui feront de vous un intervenant efficace. Que vous souhaitiez des changements au sein d'un établissement d'enseignement, d'un organisme de financement ou d'un établissement de soins de santé ou que vous vouliez faire changer des politiques publiques, ces ressources peuvent vous aider.

Depuis sa constitution en société, la SCP a pour mandat de promouvoir la recherche en psychologie et la pratique de la psychologie pour le bien de la société. Les articles que nous publions dans le présent numéro nous montrent le type d'activités de changement que certains membres ont mis en place. Grâce à vous, la psychologie change les choses.

POUR CONSULTER LA LISTE COMPLÈTE DES RÉFÉRENCES, VEUILLEZ VOUS RENDRE À L'ADRESSE CPA.CA/FR/PSYNOPSIS



MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE

ADA L. SINACORE, Ph. D.

Nous sommes heureux de vous présenter le nouveau numéro de Psynopsis qui traite de la manière dont « la psychologie scientifique et la pratique de la psychologie influencent les lois, les règlements ou les politiques » à différents niveaux, au sein des sociétés et entre celles-ci. La SCP s'est depuis longtemps engagée à représenter les intérêts des pôles de la psychologie, à la fois dans l'organisation et à l'échelle des gouvernements et des politiques publiques. La défense des intérêts est inscrite aux objectifs stratégiques de la SCP. À cet égard, plusieurs activités de l'organisation gravitent autour de la promotion de la science, de la pratique et de l'éducation en matière de psychologie, que ce soit auprès des intervenants, des bailleurs de fonds ou des décideurs. Une attention particulière est accordée aux politiques publiques qui sont nettement influencées par la psychologie scientifique ou qui touchent directement ou indirectement la discipline. Pour y arriver, nous empruntons diverses avenues, comme les rencontres avec les représentants gouvernementaux, les présentations à la Chambre des communes et au Sénat du Canada, la rédaction de mémoires et la création de partenariats stratégiques. Un examen attentif du site Web de la SPC met en lumière une large part du travail accompli par la

voie de ses activités de représentation des intérêts (<https://cpa.ca/fr/advocacy/>).

Les énoncés de politique de la SCP reposent sur l'expertise de ses membres. La SCP regroupe des scientifiques, des éducateurs et des praticiens en psychologie dont la profondeur et l'étendue des connaissances sont intimement liées à une gamme de lois et de politiques publiques. Ainsi, la psychologie scientifique a étayé les motifs pour lesquels la thérapie de conversion devrait être interdite, mis de l'avant la nécessité de créer une Loi sur l'accessibilité du Canada, en plus de démontrer les effets à court et à long terme du changement climatique sur la santé mentale et le bien-être. En tant que scientifiques, éducateurs et praticiens en psychologie, nous avons tous un rôle à jouer lorsqu'il s'agit d'améliorer la santé et le mieux-être de tous les membres de la société. Pour ce faire, nous pouvons tirer profit des connaissances issues de la science et de la recherche fondamentales ou non orientées sur la pratique, comme la psychologie cognitive, environnementale, expérimentale ou du développement, afin de guider les politiques. S'ajoutent à celles-ci, les connaissances dérivées de la recherche axée sur la pratique, indispensables à la défense des intérêts relatifs aux

soins de santé mentale accessibles, fondés sur des données probantes.

Parallèlement à ses énoncés de politique (<https://cpa.ca/fr/aproposdelascp/enoncesdepolitique/>) et à son travail de défense des intérêts à l'échelle gouvernementale et sur le plan des politiques, la SCP informe ses membres, le grand public et les intervenants au moyen des fiches d'information de la série « La psychologie peut vous aider » (<https://cpa.ca/fr/lapsychologiepeutvousaider/>). Collectivement, ces produits et activités concourent aux débats publics et aux décisions que prennent les parties prenantes au sujet de plusieurs problèmes auxquels la société est confrontée. D'ailleurs, depuis le début de 2020, la SCP a publié ou mis à jour plus de 20 fiches. Ces travaux majeurs ne pourraient être réalisés sans vous, nos membres.

À la lecture du présent numéro de Psynopsis, j'espère que vous serez inspirés par la façon dont votre travail en tant que scientifique, éducateur ou praticien en psychologie a déjà contribué ou pourrait contribuer à susciter des changements notables, guidés par la science et la pratique de la psychologie, à l'échelle des institutions, des gouvernements ou des politiques.

CHANGER LES POLITIQUES EN MATIÈRE DE SANTÉ MENTALE

Apprendre enfin à bien faire les choses en nous basant sur tout ce que nous avons fait de mal (jusqu'à présent)

Souvent, les expériences les plus transformatrices de notre carrière ou de notre vie sont celles pour lesquelles nous sommes le moins formés ou préparés. Qu'il s'agisse d'un poste administratif influent, de la gestion d'un cabinet privé ou de la participation à des activités de représentation pour faire changer les politiques en matière de soins de santé, les différents rôles que nous jouons à titre de psychologues nous mettent au défi, alors que nous n'y sommes pas préparés par notre formation universitaire traditionnelle. Depuis décembre 2019, les auteurs sont à la tête des efforts de représentation des intérêts de la B.C. Psychological Association. Le présent article se veut un compte rendu des leçons apprises et des attentes déçues durant nos tentatives de promouvoir la prestation de services psychologiques complets aux personnes qui en ont besoin, mais qui sont le moins susceptibles d'y avoir accès.

Lorsque nous avons commencé notre parcours dans le domaine de la défense des intérêts, de la modification des politiques publiques et des relations gouvernementales, nous n'avions aucune idée de ce que nous réservait le champ de mines complexe où nous posons le pied. Un an et demi plus tard, nous avons appris beaucoup de choses grâce à une combinaison d'essais et d'erreurs, de recherche et de travail acharné. Nous avons fait de nombreuses erreurs en cours de route. Toutefois, nous espérons qu'après avoir lu cet article, vous n'aurez pas à faire de même. Nous espérons vous aider à démarrer ou à vous faire avancer dans vos démarches, sans que vous ayez à

faire autant de pas en arrière. Pourquoi? Parce que la vie des gens en dépend – plus que jamais.

La plupart des gens croient que modifier les politiques et les pratiques au sein d'un gouvernement est un marathon qui exige de la persévérance, du dévouement et une bonne dose de patience, à maintenir et à déployer pendant plusieurs mois. D'après notre humble point de vue et nos expériences personnelles des 18 derniers mois, le processus visant à influencer les politiques publiques ressemble à une course de relais très stratégique et apparemment sans fin, impliquant de multiples parties, et ce, sur de nombreuses années. Nous décrivons ci-dessous quelques-unes des étapes de la course que nous avons commencée ainsi que ce que nous avons appris en cours de route jusqu'à présent.

Leçon no 1. Bien qu'absolument nécessaires à tout changement de politique, les livres blancs destinés au gouvernement ne sont pas suffisants.

Au cours des deux dernières décennies, la BCPA a présenté plus de 10 livres blancs, qui étaient tous incroyablement bien documentés et soigneusement rédigés par des psychologues compétents et estimés de la Colombie-Britannique. Ces documents n'ont suscité pratiquement aucune réponse de la part du ministère de la Santé de la Colombie-Britannique ou du ministère de la Santé mentale et des Toxicomanies.

La pilule peut être difficile à avaler, en particulier pour ceux et celles d'entre nous qui sont des chercheurs accomplis, qui reçoivent du financement concurrentiel et qui publient des recherches dans des revues prestigieuses, mais voici la vérité : les recherches, aussi révolutionnaires et importantes soient-elles, ne sont pas suffisantes pour entraîner des changements sur le plan des politiques publiques.

Bien que ces documents soient indubitablement précieux, les données envoyées à un ministère sont en fait un simple point de départ en vue d'apporter des changements. Le travail de représentation en vue de changer les politiques est un processus complexe et à multiples facettes. Les politiciens reçoivent régulièrement des livres blancs, dont beaucoup regorgent probablement d'idées étonnantes, de données convaincantes, de beaux graphiques et de jolis

LESLEY D. LUTES

Ph. D., professeure, directrice de la formation clinique, Université de la Colombie-Britannique, codirectrice de la défense des intérêts du public, BCPA

ALEXINA PICARD

B. Sc., directrice administrative, BCPA

ERIKA PENNER

Ph. D., codirectrice de la défense des intérêts du public, BCPA

DAVID MENSINK

Ph D, président, BCPA

SIMON ELTERMAN

Psy. D., consultant en santé comportementale, Hope to Health Research & Innovation Centre; membre du comité de défense des intérêts, BCPA Advocacy Committee member, BCPA

diagrammes, tout comme les nôtres. Même s'il est incroyablement bien écrit et documenté, un livre blanc n'est pas suffisant compte tenu des nombreuses priorités concurrentes que chaque gouvernement tente de gérer en permanence. Si nous voulons être entendus par les décideurs, nous devons faire plus que simplement présenter un document.

Leçon no 2. Prétendre que nous (les psychologues) sommes différents et uniques nous amènera inévitablement à jouer seuls dans le bac à sable – et privera de traitement les patients que nous devons soigner.

Au cours de la première année de notre travail de représentation, nous avons cru naïvement que, pour arriver à influencer les politiques, les seules personnes que nous devions rencontrer étaient les politiciens et les décideurs politiques. Ce que nous devions faire en réalité, c'était de rallier le soutien au changement à l'intérieur du système en développant des relations avec nos collègues de la santé mentale et comportementale et les fournisseurs de soins médicaux.

Dans un monde où l'on s'inquiète du champ de pratique, les psychologues sont devenus très doués pour cerner ce qui les rend uniques. Cependant, dans le contexte général des soins de santé mentale et comportementale, les psychologues ont de plus en plus de points communs avec les autres professions. Lorsque nous nous présentons comme étant spéciaux ou supérieurs aux autres praticiens de la santé mentale, nous devenons une menace pour eux. Il s'agit d'une grande perte et cela perpétue un problème malheureux, car l'une des principales forces des psychologues réside dans leur capacité à soutenir et à compléter le travail des psychiatres, des conseillers, des médecins de famille, des travailleurs sociaux et de bien d'autres personnes. Il est essentiel que ces autres professionnels comprennent le rôle que nous pouvons jouer pour leur faciliter la vie et améliorer leurs résultats, plutôt que de nous considérer comme un autre groupe qui veut sa part du gâteau.

En somme, si nous voulons vraiment des changements, nous devons commencer à travailler efficacement avec d'autres professionnels. Oui, les psychologues sont différents des autres professionnels de la santé mentale ou comportementale, mais

nous faisons tous partie de la même équipe. Cliniquement, nous avons besoin l'un de l'autre. Pour changer les politiques, nous avons également besoin de ces professionnels comme partenaires, alliés, partisans du changement et collaborateurs. Qui plus est, pour les patients, nous ne sommes que des prestataires de services qui les aident à améliorer leur santé et leur bien-être.

Grâce à la mobilisation de certains de nos collègues des autres professions à la suite d'entrevues dans les médias ou de communiqués de presse, les plus grands partisans de nos efforts de représentation des intérêts sont Doctors of BC (l'association de médecins de notre province), la B.C. Association of Social Workers (BCASW) et la Federal Association of Counselling Therapists in B.C. (FACTBC). Nous leurs sommes incroyablement reconnaissants de leur collégialité et de leur collaboration – nous croyons sincèrement que le fait de travailler ensemble et en collaboration entraînera des changements importants pour réaliser l'objectif commun que nous poursuivons tous : la santé et le bien-être des patients.

Leçon no 3. Il est essentiel de construire des relations fortes, authentiques et symbiotiques.

Nous ne savons pas exactement quand cela s'est produit, mais quelque part dans notre démarche visant à influencer les politiques publiques, nous avons oublié ce qui est le plus important pour prédire le changement, à savoir les relations.

À la BCPA, nous nous sommes d'abord concentrés sur la mauvaise chose : les données. Après avoir reçu des commentaires très honnêtes sur la perception, l'intention et les préoccupations, nous avons eu une soudaine révélation. Nous avons réalisé qu'il importe peu que nous ayons « raison », que les données soient « claires » ou qu'il soit « avantageux pour le gouvernement sur le plan financier » de procéder aux changements que nous suggérions. Sans de bonnes relations avec chaque partie concernée, on ne peut rien accomplir d'important. Ce que nous devons faire, c'était utiliser les compétences que nous employons chaque jour dans notre travail clinique et appliquer celles-ci à notre travail de représentation des intérêts. C'est-à-dire se concentrer d'abord et avant tout sur l'établissement de relations avec les personnes qui nous entourent et sur l'établissement de la confiance et de bons

rapports avant d'essayer de faire autre chose.

L'écoute active et les compétences en communication sont d'autres compétences cliniques essentielles à mettre en pratique. Trop souvent, nous oublions que les intervenants avec lesquels nous sommes en relation ont des objectifs qui leur sont propres et qui ne sont pas nécessairement les nôtres. Comment pouvez-vous les aider à réaliser leurs objectifs? Comment votre partenariat peut-il être mutuellement bénéfique? Les budgets de nombreuses organisations étant serrés, il est peu probable que vos partenaires soient prêts à vous aider s'ils ne bénéficient pas du partenariat que vous leur proposez.

Montrez aux intervenants que vous vous intéressez vraiment à leur organisation et que vous accordez de l'importance à un partenariat avec eux. Informez-vous sur les difficultés qu'ils peuvent rencontrer et faites-leur savoir que vous les soutenez. Par exemple, en Colombie-Britannique, la profession de thérapeute en counseling n'est pas réglementée. Une grande partie de notre partenariat avec la FACTBC est notre soutien ouvert à la réglementation de la profession de thérapeute en counseling. Le message à retenir : établissez le contact. Parlez et échangez avec eux. C'est important, vraiment important.

Leçon no 4. Vous devez investir au bon endroit : les démarches visant à influencer les politiques auront un coût.

Pendant des décennies, la B.C. Psychological Association a compté sur des bénévoles. Nos bénévoles sont extrêmement motivés et passionnés par le travail qu'ils accomplissent, mais ils sont également très occupés. Réserver du temps dans votre agenda pour des réunions avec des politiciens et des intervenants clés peut souvent vous priver du temps que vous pourriez consacrer à prodiguer une psychothérapie et à effectuer des évaluations essentielles. De plus, de nombreux bénévoles n'étaient tout simplement pas disponibles pendant les heures normales de bureau, ce qui rendait la coordination avec les intervenants extrêmement difficile. En outre, comme la disponibilité des bénévoles est limitée et irrégulière, le travail de représentation des intérêts peut facilement être fragmenté, plusieurs bénévoles essayant de se partager le travail d'une seule personne.

Si une organisation veut vraiment faire avancer les choses, il est absolument essentiel qu'elle consacre une partie de son budget à la représentation des intérêts. Une organisation peut choisir d'utiliser ses fonds de plusieurs manières pour faire avancer son programme. À la BCPA, nous avons commencé par créer un poste officiel de représentation des intérêts à raison de sept heures par semaine. Une psychologue s'est vu offrir le poste au départ, mais elle a refusé; elle aurait accepté si on avait réduit ses heures de travail et engagé l'autre psychologue pour travailler avec elle. Elle savait que le fait de travailler en équipe aurait un impact beaucoup plus important que de travailler seul. En fin de compte, deux psychologues se sont partagé ce poste – et les horaires sont rapidement passés à 10 heures par semaine. Les personnes qui occupent ce poste sont chargées de faire des consultations sur des projets de représentation des intérêts, de rédiger des lettres et des propositions et de participer à des réunions avec les principaux intervenants. Bien sûr, les 10 heures par semaine attribuée à ces tâches ne représentent pas le travail qui est réellement effectué chaque semaine – il s'agit d'un nombre minimal d'heures; ce rôle est donc toujours fortement soutenu par les bénévoles, le conseil d'administration et la directrice administrative de l'association.

En mars 2021, la BCPA a décidé d'embaucher une société de relations publiques pour nous aider à faire passer notre message au public. Cette société nous a fourni une formation sur les médias, a rédigé et révisé des communiqués de presse et nous a fait connaître aux médias. Ainsi, nous avons obtenu plus de 25 mentions et entrevues dans les médias au cours de notre campagne de six semaines, ce qui a suscité beaucoup d'intérêt et de soutien de la part du public.

Actuellement, après avoir tiré d'importantes leçons de nos collègues du secteur médical, nous mettons la dernière main aux modalités d'embauche d'un spécialiste des relations gouvernementales qui nous aidera à nous frayer un chemin dans le paysage politique. Bien que nous soyons en mesure de faire nos propres recherches et de déterminer par nous-mêmes les personnes auxquelles nous devons nous adresser, il s'agit d'un processus qui prend beaucoup de temps. Un spécialiste des relations gouvernementales sait déjà à qui vous devez vous adresser et comment attirer l'attention de ces personnes. En prime, la plupart des

spécialistes des relations gouvernementales entretiennent déjà de solides relations avec plusieurs politiciens clés. En d'autres termes, les décideurs connaissent ces personnes et leur font confiance, et ils seront parfois plus disposés à rencontrer les organisations auxquelles ils sont associés. La leçon à retenir : investir. Faire en sorte que les bonnes personnes se trouvent là où elles peuvent influencer les choses. (Et sans vouloir froisser votre ego fragile de psychologue, il faut bien l'admettre – le plus souvent, ce ne sera pas vous...)

Votre situation sera particulière et dépendra de vos objectifs, de votre budget et de votre équipe. Bien que nous investissions environ le sixième de notre budget total dans la représentation des intérêts, cela n'est pas nécessairement possible pour vous. Commencez par discuter sérieusement avec votre équipe de vos objectifs et de votre programme et travaillez à partir de là.

Leçon no 5. La communication est importante : sachez qui vous êtes, ce que vous faites et ce que vous voulez.

Très peu de gens comprennent ce que font les psychologues et ce que nous apportons pour contribuer à améliorer la santé et le bien-être des patients. Par conséquent, il leur est souvent difficile de comprendre ce que nous défendons. En tant que profession, nous n'avons pas été les plus doués (certains d'entre nous nous qualifieraient même de médiocres) pour communiquer avec le public et les politiciens. Pis encore, peut-être, nous avons pétré le péché mortel de ne pas nous engager dans des discussions difficiles. Pour y remédier, la BCPA a organisé plusieurs discussions publiques au sujet de sa campagne au printemps 2021. En particulier, nous avons fait des présentations et organisé des réunions en privé, en mettant à la disposition du gouvernement et des groupes de fournisseurs de soins de santé un lieu où ils pourraient se sentir à l'aise, en sachant que nous pourrions avoir des discussions ouvertes et honnêtes avec eux. Nous n'avons jamais enregistré ces réunions ni autorisé la presse à y assister. Cependant, nous avons toujours veillé à faire des entrevues avec les médias à la fin de chacune des réunions.

La communication concerne également votre site Web et les informations qui y sont liées. Votre site Web est-il facile à parcourir? Indique-t-il clairement qui sont les psychologues? Apparaît-il lorsque quelqu'un

effectue une recherche sur Google pour trouver un psychologue? Et qu'en est-il des réseaux sociaux? Disposez-vous au sein de votre équipe d'un membre qui est capable de faire en sorte que votre message apparaisse aux endroits consultés par les gens?

Lorsque vous réfléchissez au message que vous souhaitez faire passer, que ce soit en ligne, lors d'entrevues ou pendant des réunions, n'oubliez pas que les personnes que vous tentez de persuader seront parfois sur la défensive. Tous les systèmes résistent au changement et le système politique ne fait pas exception. Au début de notre campagne, il a été décidé que nous ne diffuserions que peu ou pas de messages négatifs en public ou auprès d'autres organisations professionnelles. Il peut être tentant de montrer que votre groupe cible ne fonctionne pas bien ou qu'il a fait des erreurs, mais si vous voulez qu'il soit disposé à changer, vous devez présenter votre raisonnement comme un moyen d'optimiser un système qu'il s'est manifestement efforcé d'améliorer. La vérité, c'est que la majorité des intervenants gouvernementaux que nous avons rencontrés sont profondément bienveillants et désireux d'aider les gens; débarquer dans leur bureau en relevant tous leurs défauts n'est pas une façon de créer des partenariats constructifs. Et ce qui est peut-être plus important encore, c'est que nous sommes tous humains. Nous faisons tous des erreurs. La compassion et l'humilité ne sont pas de trop, surtout de nos jours.

Leçon no 6. Influencer les politiques, c'est s'engager dans un processus non pas ponctuel, mais continu, qui exige de la persévérance et du dévouement de la part de toute votre association ou votre profession.

En fin de compte, pour changer les politiques, il faut beaucoup de travail, de temps et de soutien de la part des intervenants, des politiciens et du public. Cela ressemble un peu à un labyrinthe tortueux; vous ferez probablement beaucoup de faux pas et vous vous retrouverez souvent dans une impasse. Mais ce travail peut aussi être très gratifiant et nous encourageons tout le monde à travailler ensemble pour offrir de meilleurs soins de santé aux Canadiens.

La plupart des gens savent que les politiques des gouvernements fédéral et provinciaux sont variables et évoluent, tout

Suite à la page 11



APPRENTISSAGE SOCIAL ET ÉMOTIONNEL, POLITIQUES ET PSYCHOLOGIE

KAREN KUMAR
M.Ed., University de Toronto

Lorsque l'on s'attarde aux statistiques, il est évident que la santé mentale des jeunes est une préoccupation croissante et importante au Canada. Avec quelque 3,2 millions d'adolescents qui souffrent d'une maladie ou d'un trouble de santé mentale, ces chiffres stupéfiants indiquent que plusieurs troubles de santé mentale commencent dès l'âge scolaire^{1,2}. Jusqu'ici, les efforts visant à réduire cette prévalence prenaient la forme d'interventions psychologiques après avoir diagnostiqué un trouble comme l'anxiété ou la dépression. Cependant, cela a entraîné un résultat plus faible que prévu, puisque ces interventions ne touchaient qu'un enfant sur cinq au Canada¹. Pour améliorer ces chiffres, les écoles primaires et secondaires ont été fortement encouragées à intégrer à leurs politiques éducatives des initiatives d'apprentissage social et émotionnel².

Une structure de programme recherchée en santé mentale par les écoles canadiennes est l'apprentissage social et émotionnel (ASE), popularisé par le groupe *Collaborative for Academic, Social, and Emotional Learning* (CASEL)³. D'après le CASEL, l'ASE est un procédé par lequel on apprend à identifier et à gérer nos émotions, à éviter les comportements négatifs, à faire des choix appropriés, à se comporter de façon responsable et à former des relations positives et bienveillantes avec les autres. On peut y parvenir en enseignant

cinq compétences primordiales : la conscience de soi, l'autogestion, la conscience sociale, les aptitudes relationnelles et la prise de décisions responsable. Les programmes d'ASE qui utilisent la structure que l'on vient de mentionner sont considérés comme étant universels et comprennent une démarche scolaire globale, ce qui signifie que les élèves reçoivent à la fois une formation scolaire et le soutien des enseignants, des psychologues et de leurs collectivités.

Les raisons pour lesquelles les compétences sociales et émotionnelles doivent être incluses dans les politiques éducatives sont évidentes. Les enfants passent en moyenne 30 heures par semaine à l'école et y acquièrent des expériences sociales et pédagogiques dynamiques et qui les transforment. De plus, les écoles sont un endroit idéal pour promouvoir les compétences sociales et émotionnelles, où on peut rejoindre la plupart des jeunes assez tôt et de façon répétée⁴. En outre, les élèves bénéficient de soutien professionnel de la part de l'école et de psychologues cliniciens pour enfants qui ont pour principes fondamentaux de mettre en œuvre des programmes scolaires qui prennent en compte les problèmes de santé mentale des jeunes et leurs familles.

Malgré la progression récente et rapide de l'ASE dans les programmes au Canada, des vides sont apparus lorsqu'est venu le temps de mettre en œuvre ces programmes. C'est parce que les politiques actuelles incluent des vérifications rigoureuses afin d'atteindre une certaine productivité en éducation et pour trouver des solutions simples et universelles^{5,6}. Principalement, la productivité en éducation est une politique positiviste qui met de l'avant une analyse coût/bénéfice (ACB), pour générer des retombées économiques qui entraînent le plus de bénéfices pour un moindre coût ou risque^{5,7}. Les recherches en ACB ont évalué des programmes d'ASE en Amérique du Nord et parviennent à des résultats positifs du point de vue cognitif, affectif et comportemental; elles en outre ont des retombées économiques positives. Par exemple, une analyse récente réalisée par le *Center for Benefit-Cost Studies in Education* à l'université Columbia a montré un ratio coût-bénéfice substantiel de 11 \$ à chaque dollar dépensé pour les programmes d'ASE⁸. Même si ces évaluations prennent en considération l'efficacité générale des programmes d'ASE, elles n'envisagent pas la possibilité que des données puissent avoir été faussées puisqu'elles ne prennent pas en compte les relations des élèves avec leurs collectivités. En réalité, les chercheurs

Durlak et ses collaborateurs (2011) ont remarqué que « peu d'études sur la prévention et la promotion explorent l'importance des contextes dans les salles de classe, les écoles et le voisinage sur les programmes pour démontrer comment des perspectives écologiques plus larges peuvent accroître la compréhension des effets de ces programmes »⁹. [traduction]

L'objectif des programmes d'ASE est de cibler tous les élèves, et une approche de rendement économique semble être une façon de voir réductrice, de style gagnant-gagnant, de la part des décideurs et des conseils scolaires. Toutefois, il est essentiel de contextualiser le terme universel, puisqu'il fait appel à l'uniformisation des programmes d'ASE. Ce processus d'élaboration des politiques amoindrit l'approche d'une démarche scolaire globale, qui prétend que les points de vue des professeurs, des familles et des membres de la collectivité en général peuvent aider à créer ce que l'on appelle des « écoles saines » partout au Canada¹⁰. En outre, cela constitue des défis pour les écoles et les psychologues cliniciens pour enfants, qui se positionnent seulement sur l'identification des besoins en ASE des élèves et de la meilleure façon de préserver leurs intérêts.

Les psychologues se préoccupent de la santé mentale des enfants de manière globale. Même si une réforme des politiques actuelles ne peut pas survenir de façon immédiate, nous pouvons décider quelles recherches seront présentées. Comme première étape, les chercheurs en psychologie peuvent évaluer les programmes d'ASE selon la collaboration des collectivités, comme les programmes Addressing Bullying Using your WITS (www.witsprogram.ca) ou Human Early Learning Partnership (<http://earlylearning.ubc.ca>), qui ont été appliqués en Colombie-Britannique⁴. De plus, ils peuvent inclure les ACB à ces programmes pour mettre en évidence le rendement économique de ceux-ci. Les psychologues peuvent aussi présenter aux écoles les programmes qu'ils considèrent comme bénéfiques, en même temps que d'y appuyer les initiatives de compréhension de la santé mentale. Finalement, les psychologues peuvent encourager une meilleure coopération et un meilleur dialogue entre les professeurs, les organismes communautaires et les autres intervenants, puisque la promotion peut mener à des changements systémiques permettant de prioriser l'intérêt supérieur des élèves.

comme les gens qui travaillent en coulisses. Les initiatives financées par le gouvernement se succèdent, et même les programmes les plus efficaces et les plus porteurs disparaissent avec le temps. Le maintien de relations avec les intervenants donne, entre autres, la possibilité de saisir les occasions lorsqu'elles se présentent; le choix du moment est la clé. Par exemple, cette année, le budget du gouvernement de la Colombie-Britannique a consacré un montant record de financement aux initiatives en matière de santé mentale et aux soins primaires. Considérant les décennies de recherche et de données sur les résultats de l'intégration de la santé mentale et comportementale aux soins primaires, il était clair et opportun d'établir un contact pour fournir un contexte, des informations et une éventuelle collaboration.

Conclusions

Si, comme psychologues, nous attachons de l'importance à la recherche et à l'évaluation des programmes, c'est notamment parce que cela nous permet de comprendre ce qui fonctionne, ce qui ne fonctionne pas, et de limiter nos erreurs, si tant est que nous puissions les éviter. Le présent article n'est pas censé être un examen sommatif des leçons que nous avons tirées, mais plutôt un examen formatif, qui continuera de se développer au fil du temps, au fur et à mesure que nous poursuivrons notre travail de représentation des intérêts.

Travailler à la modification des politiques est un exercice incroyablement difficile, mais le fait de rester présent, d'avoir un but et de reconnaître le privilège qui nous est donné de pouvoir faire ce travail justifie cette démarche. À la BCPA, nous nous sentons profondément honorés de pouvoir nous battre pour défendre l'idée que les psychologues, la psychologie et la pratique fondée sur des données probantes sont capables d'avoir un impact positif sur la vie des gens. Mais surtout, malgré les difficultés passées et actuelles, nous persévérons jusqu'à ce que les résidents de notre province bénéficient de soins de santé mentale et comportementale qui, nous le savons, permettront de réduire la douleur et la souffrance, d'améliorer la santé et le bien-être, et constitueront un modèle rentable et durable pour tous!

Sur ce, bonne chance!

POUR CONSULTER LA LISTE COMPLÈTE DES RÉFÉRENCES, VEUILLEZ VOUS RENDRE À L'ADRESSE CPA.CA/FR/PSYNOPSIS

LA BOÎTE À OUTILS DU CCTC POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA RÉACTIVITÉ SOCIALE



SARA L HAGSTROM

Ph. D., C.Psych, représentante du CCPPP au conseil d'administration de la SCP, directrice de la formation pour le Northern Ontario Psychology Internship Consortium

KERRI RITCHIE

Ph. D., C.Psych, administratrice représentant l'éducation, conseil d'administration de la SCP, directrice de la formation, programme d'internat en psychologie de l'Hôpital d'Ottawa

Le Conseil canadien des programmes de psychologie professionnelle (CCPPP) représente les programmes universitaires de psychologie et les milieux de stage en psychologie au Canada qui forment des psychologues professionnels, comme les neuropsychologues cliniciens, les psychologues du counseling, les psychologues scolaires et les psychologues cliniciens, ainsi que d'autres branches de la psychologie professionnelle. Nous détenons un siège au conseil d'administration de la SCP à titre de partenaires représentant les intérêts des programmes de formation en psychologie au Canada. À ce titre, nous travaillons également avec nos organisations partenaires en Amérique du Nord et nous avons des partenariats de liaison avec l'Association of Psychology Postdoctoral and Internship Centers (APPIC), l'Association of State and Provincial Psychology Boards (ASPPB) et le Council of Chairs of Training Councils (CCTC).

Tous les 10 ans, le CCTC organise une conférence nord-américaine, et celle de 2020 était axée sur la réactivité sociale dans la formation des psychologues offrant des services de santé. Nombreux sont ceux qui, dans notre profession, sont parfaitement conscients des problèmes systémiques qui se posent dans le domaine du recrutement, de la recherche, de l'élaboration des politiques, du développement des programmes, de l'éthique, de la mobilisation, de la défense des droits et de l'apprentissage continu; mais pour ceux qui ne l'étaient pas, l'année 2020 a sûrement

«rattrapé» les membres qui étaient à la traîne. Le thème de la conférence, «Recalibrer notre mission», mettait notre profession à l'honneur; pour continuer à répondre aux besoins des collectivités, des étudiants et des futurs étudiants, nous devons reconnaître nos échecs, sauter dans l'inconnu, avoir le courage de faire face à nos lacunes, nous livrer à des discussions difficiles et nous efforcer de réaliser de véritables changements transformateurs.

Notre profession compte des experts qui travaillent, depuis des décennies, dans le domaine de la recherche et de la défense de la diversité et de l'inclusion. Il existe certainement des programmes qui se démarquent dans ce domaine un peu partout au pays. Cependant, nous devons évoluer pour que la formation que nous dispensons ne se limite pas à inclure la diversité, mais que la profession soit véritablement et entièrement diversifiée; nous devons également reconnaître que la recherche qui est souvent mise en avant exclut certaines méthodologies, comme les points de vue autochtones, noirs, racisés, internationaux, interculturels et minorisés.

Malgré tout le travail accompli, on peut avoir l'impression que c'est trop peu, trop lent, et que la profession, dans son ensemble, est paralysée et sur le bord d'un précipice. Dans une société très surveillée, le simple fait de savoir que ses actions seront soumises à un examen minutieux peut être paralysant. Le fait de savoir que les méthodes que nous tentons d'utiliser pour y parvenir et les partenariats que nous forçons en cours de route sont tous susceptibles d'être critiqués demande aux programmes et aux personnes d'être vulnérables. Faire un bond et avoir des conversations très difficiles peut nous confronter et nous dépasser. La crainte des conséquences potentielles des faux pas que nous pourrions commettre au cours de notre apprentissage et de l'agressivité que nous pourrions rencontrer malgré nos tentatives peut nous rendre réticents à prendre des risques et à nous montrer différents.

Cependant, il existe une dialectique intéressante : bien que nous ne voulions pas faire de faux pas, la vérité, c'est que nous ne pouvons pas rester prudemment dans un coin à observer et à analyser jusqu'à ce que nous ayons le sentiment de « connaître la réponse ». Ce type de transformation nécessite que tout le monde soit sur le pont pour changer de cap.

Le CCPPP, en partenariat avec le bureau d'agrément de la SCP et les membres du conseil d'administration de la SCP, a fait en sorte que le Canada soit représenté dans chacun des neuf groupes de travail et, surtout, qu'il y ait une forte représentation de stagiaires. Tout au long du processus, des conversations délicates ont eu lieu, et ce, dans des espaces sûrs; il y a eu des échanges ouverts et une discussion véritable sur les microagressions; les malentendus se sont dissipés, mais surtout, une feuille de route a émergé. Au terme des six réunions virtuelles, entre lesquelles beaucoup de travail a été effectué, un document de 157 pages a été produit, dans lequel sont présentés des outils, des processus et des cadres utilisables dans tous les programmes de psychologie professionnelle.

Mais cela ne suffit pas. Les boîtes à outils ne favorisent le changement que si l'on se sert des instruments qu'elles contiennent. Le CCPPP a lancé un défi en juin lors de l'assemblée générale annuelle : prenez un outil, un cadre ou un processus figurant dans la trousse d'outils et mettez-le en œuvre au cours de l'année scolaire 2021-2022. Nous encourageons toutes les personnes impliquées dans notre profession, mais qui ne travaillent pas dans ce domaine, ou qui ont l'impression de ne pas être des experts dans ce domaine, à y jeter un coup d'œil et à faire de même.

La version la plus récente de la boîte à outils est accessible ici :

<https://cpa.ca/Education/SocialResponsive-Toolkit>



L'URGENCE DE CRÉER UNE COMMISSION CANADIENNE POUR SURVEILLER LES PRATIQUES EXEMPLAIRES À L'INTENTION DE NOS JEUNES ET DE NOS ENFANTS CANADIENS LES PLUS VULNÉRABLES

JON FRIEL
Ph.D., R.Psych. (AB)

Le problème provient du fait que les Canadiens ne connaissent pas l'ampleur réelle de la maltraitance que subissent les enfants. L'Étude canadienne sur l'incidence des signalements de cas de violence et de négligence envers les enfants (ECI, 2013) confirme cet énoncé¹.

Julia Kovarikova (2017) a fondé le Child Welfare Political Action Committee of Canada (PAC). De six à seize ans, elle a connu les familles d'accueil de l'intérieur et à partir de dix-huit ans, l'envers des services sociaux, pour ce qui est des adolescents, de leur croissance personnelle et de leur développement de l'adolescence à l'âge adulte. Sa recherche souligne que les résultats demeurent accablants pour les jeunes vulnérables du Canada².

Les Canadiens prennent conscience des répercussions lorsqu'ils les voient dans l'actualité. Manchette : Un adolescent en foyer de groupe tué dans une résidence de l'Ontario dirigée par une entreprise à but lucratif (Sher, février 2021)³. Le scénario entourant le meurtre est décrit par Dvoskina (2021) : « David Rowan... a été... placé dans une résidence d'accueil privée... où il a été poignardé à mort (par un autre adolescent de la résidence) en février 2019... »⁴. Cette situation a révélé les lacunes des instances de protection de la jeunesse à but lucratif, tout en illustrant la gravité des ramifications sociales qui y sont associées.

Schimmack (2020) indique que nous devons offrir à tous les Canadiens une surveillance relative aux traitements, aux thérapies, aux conseils et aux pratiques en matière de soutien social⁵. Il interpelle la recherche en exposant les échecs de réplification de la psychologie sociale, démontrant

que seuls 25 % de la recherche en psychologie sociale peut être dupliqué. À mon avis, les travaux scientifiques sur lesquels reposent les services de traitement méritent eux aussi d'être examinés de près.

Lors d'une entrevue récente pour l'Association canadienne de justice pénale, avec M^{me} N. Wright (2020), rédactrice en chef de la revue *Actualités justice*⁶, je parle longuement de mon idée d'une commission canadienne sur les pratiques exemplaires dans le contexte des services sociaux. Cette initiative cible directement le problème de la maltraitance et de la vulnérabilité des enfants, des adolescents, des adultes en foyers de groupe, en résidences de soins et en milieux d'hébergement de longue durée, ces derniers étant exploités dans les établissements fédéraux et provinciaux de nos provinces et territoires. La raison d'être de cette politique sociale et publique, la commission, serait de surveiller l'influx de livres, revues, pamphlets et experts-conseils dans le domaine de la psychologie provenant du Canada et d'autres pays. Ces rédacteurs et experts guident nos conseils d'administration, nos gestionnaires et nos administrateurs, qui dispensent ensuite les services recommandés parce qu'ils sont considérés comme « les pratiques exemplaires » destinées à nos Canadiens les plus vulnérables.

Cela signifie que les professionnels engagés dans la prestation de soins en familles d'accueil, en foyers de groupe et en établissements résidentiels ou carcéraux n'ont aucune chance d'être en mesure de procéder à des évaluations cohérentes pour déterminer ce qui fonctionne ou pas. L'absence de surveillance publique à l'égard de l'utilité de ces méthodologies constitue une grave lacune en matière de politique.

Un exemple de ressource qui requiert un examen immédiat est le DSM-5⁷. La prise en compte de l'impact de facteurs tels que

l'intimidation à l'école, l'inefficacité des services de protection de la jeunesse, la violence ou la négligence et les abus à la maison et au travail, est essentielle à l'évaluation de l'adaptation psychologique et du bien-être. Dans quelle mesure le DSM-5 évalue-t-il et diagnostique-t-il de manière précise ou équitable les troubles chez les personnes défavorisées et vulnérables ou, comme le laissent entendre depuis longtemps de nombreuses critiques, risque-t-il de médicaliser ou de considérer comme pathologique un comportement qui peut être normal lorsqu'il est considéré dans son contexte?

Les questions rétrospectives concernant le problème des soins aux enfants sont simples : 1) Quelle aurait été une meilleure façon de grandir pour M^{me} Kovarikova? 2) Qu'est-ce qui aurait pu sauver la vie de M. Rowan? et 3) Qui est chargé de surveiller l'ensemble de l'information, des modèles et des programmes utilisés pour aider nos Canadiens les plus vulnérables? Le diagnostic des troubles de santé mentale étant un processus complexe et exigeant des compétences que tous les professionnels ne possèdent pas, des professions comme la psychologie sont essentielles pour garantir le fondement scientifique de nos évaluations et de nos interventions. Une commission canadienne chargée des pratiques fondées sur des données probantes assurerait l'examen par les pairs et la surveillance des modèles et des pratiques exemplaires à utiliser au Canada. Elle fournirait en outre un soutien essentiel aux professionnels impliqués dans la prestation de soins dans les familles d'accueil, les foyers de groupe, les établissements d'accueil ou les établissements pénitentiaires, ainsi qu'aux gestionnaires du secteur public, aux membres des conseils d'administration, aux directeurs administratifs et aux responsables du mieux-être.

POUR CONSULTER LA LISTE COMPLÈTE DES RÉFÉRENCES, VEUILLEZ VOUS RENDRE À L'ADRESSE CPA.CA/FR/PSYNOPHIS



RENFORCER LES POLITIQUES PUBLIQUES

JUDI L. MALONE

Ph.D., R.Psych. (AB/AUS),
Chef de la direction, PAA.

Des années d'efforts investis dans la création de relations et la conception de plans ciblés relatifs à la défense des intérêts ont permis à la Psychologists' Association of Alberta de renforcer les politiques publiques à la lumière de la psychologie scientifique et de la pratique de la psychologie, au bénéfice de notre profession, mais également en faveur de la santé et du bien-être psychologiques de tous les Albertains.

Au cours des dernières années, nous avons soumis des mémoires non sollicités sur certaines politiques, agi à titre d'intervenants experts auprès de commissions législatives et en tant qu'invités aux discussions lorsqu'une panoplie de politiques provinciales, municipales ou organisationnelles étaient passées en revue ou envisagées. À titre d'exemples, citons le réexamen du Workers Compensation Act, l'examen du Child and Youth Advocate, les politiques relatives aux pages d'information destinées au grand public d'Alberta Health Care et plusieurs mécanismes touchant l'accès aux psychologues.

Notre démarche s'est déployée selon cinq étapes majeures : rehausser la sensibilisation, la recherche, le développement, les présentations et la défense directe des intérêts. Pour ce qui est de la sensibilisation, nous sommes à l'affût des questions d'importance, forgeons des relations privilégiées menant à des invitations à s'impliquer, et nous nous informons au moyen de contacts directs avec nos membres. La recherche prend diverses formes mais comporte toujours un appel à l'expertise des membres, et à la revue des travaux de recherche et des pratiques pertinents en psychologie, que nous alignons avec les politiques actuelles, les positions et les programmes officiels existants. Par la suite, nous élaborons un mémoire centré sur des recommandations ou des solutions concrètes, qui sert fréquemment à concevoir un plan de communication ou des présentations importantes. Les présentations en direct font toujours appel à un psychologue expert. Par ailleurs, l'aspect préventif est assuré par l'offre de boîtes à outils sur la psychologie, destinées aux représentants officiels/hauts fonctionnaires et à nos membres, favorisant ainsi leur engagement envers les questions primordiales.

Ce n'est pas toujours une démarche qui s'articule sans heurts, puisqu'elle est chronophage et dépend largement des dirigeants du moment. Toutefois, nous portons la responsabilité d'influencer le changement. Et il arrive parfois que cela nous mène à des victoires faciles pour notre profession et pour les personnes auxquelles nous sommes utiles.

Un exemple récent s'est produit l'année dernière. Il s'agit de la campagne que nous avons nommée « Billing Code Amendment ». Nous avons défini cette initiative de défense des intérêts comme une mesure visant à protéger les soins de santé de qualité et à améliorer les soins interdisciplinaires. Ce qui était en cause était un changement mineur apporté à une politique, ayant pour effet de priver les psychiatres de la possibilité de facturer les consultations demandées par un psychologue. Cette question fut soumise à notre attention par plusieurs membres préoccupés par la situation, qui travaillent étroitement avec des psychiatres en pratique interdisciplinaire (dont il existe une pénurie en Alberta).

Nous avons brièvement décrit les incidences du changement à la politique : la manière dont il était utile pour faciliter les aiguillages directs vers les psychiatres à des fins d'évaluation, de diagnostic et de gestion de la médication, de façon à optimiser l'accès à des soins psychologiques efficaces. Cela exigeait de clarifier la façon dont les codes de facturation adéquats concernant les aiguillages de psychologues vers les psychiatres représentaient une mesure nécessaire et économique pour instaurer de façon optimale des soins centrés sur le patient dans les contextes interdisciplinaires. Nous avons aussi soulevé « la probable omission » dans la politique modifiée, qui empêchait essentiellement les psychiatres de réaliser des évaluations en télésanté lorsqu'elles étaient suggérées par les psychologues, à l'exception des aiguillages provenant des infirmières praticiennes.

Fait plus important encore, nous avons clairement émis que ce changement ne s'alignait pas avec le programme actuel du gouvernement qui appelait plutôt à la diminution de la lourdeur bureaucratique (*Red Tape Reduction*), en insistant sur la manière

dont un simple changement pourrait faire économiser temps et argent, tout en soutenant plus convenablement les soins centrés sur le patient prodigués en temps opportun. Qui plus est, nous avons souligné qu'une modification rapide pourrait renverser « les effets coûteux, inefficients et néfastes sur les soins, imposant un fardeau au système de santé, retardant ainsi les soins de santé mentale requis et allongeant les listes d'attente », autant d'aspects directement tirés du programme gouvernemental.

Le document de politique a pris la forme d'un survol d'une page. Il a été envoyé, conformément à tous les protocoles gouvernementaux, au ministre de la Santé, au ministre d'Addiction and Mental Health, au ministre des Finances, à chacun des sous-ministres respectifs et aux PDG d'Alberta Health et d'Alberta Health Services. Dans chacune de ces communications, nous mettions de l'avant nos trois recommandations/solutions, simples et concrètes :

1. Permettre aux psychologues d'aiguiller des patients directement vers les psychiatres
2. Remplacer le code de facturation des médecins pour ce qui est des aiguillages par les psychologues
3. Enlever l'exigence que les patients aient à demander un aiguillage de leur médecin de famille, en plus de celui de leur psychologue

Pendant ce temps, nous travaillions diligemment à des présentations particulières. Nous formions et soutenions deux membres qui agiraient à titre de psychologues experts, disposés à prendre la parole et qui possédaient une expérience directe de cette question. Nous n'avons pas eu à réaliser ces démarches finales. Au bout d'une semaine, la politique fut renversée et chacune de nos recommandations mise en œuvre.

La psychologie, qu'elle soit science ou pratique, a beaucoup à offrir. Votre engagement en vaut le coup. Il peut générer de réelles avancées pour la psychologie scientifique, comme pour les personnes à qui nous offrons des services.



APPLIS GRAND PUBLIC DE SANTÉ MENTALE, RECHERCHE ET POLITIQUES PUBLIQUES

JOHN E. DEJESUS
B.A. (spécialisé), Université York

Les soins de santé au Canada sont régis par la Loi canadienne sur la santé (LCS). L'objectif principal de la LCS est de « protéger, promouvoir et rétablir le bien-être physique et mental des résidents du Canada, et leur donner, dans des conditions raisonnables, accès aux services de santé, sans que des obstacles financiers ou d'un autre ordre s'y opposent. » Les services de soins de santé sont gérés, organisés et offerts à l'échelle des provinces et des territoires, le gouvernement fédéral apportant son soutien en matière de financement et de normes. Cependant, malgré des décennies de recherche que l'on peut résumer par l'expression « Pas de santé sans santé mentale », créée par l'Organisation mondiale de la santé², les services de santé mentale au Canada ne sont pas encore considérés comme « médicalement nécessaires » et ne sont pas encore couverts par les régimes d'assurance maladie provinciaux³. Ce manque de reconnaissance et de prise en charge, jumelé au faible nombre

de fournisseurs de soins de santé mentale, au coût élevé des traitements non assurés, aux obstacles géographiques ou culturels et à la hausse du coût de la vie⁴, a comme conséquence de creuser l'écart en matière de traitement au Canada, également connu comme la différence entre le nombre de personnes qui ont besoin de soins et celles qui en reçoivent.

Dans le but de combler cette lacune, des initiatives nationales, comme la réforme des soins de santé intégrant les progrès de la science clinique et la centralisation technologique et interdisciplinaire, sont en cours^{5,6}. Cependant, la lenteur des changements structurels et les besoins actuels des Canadiens en matière de santé mentale font que certains se tournent vers leurs appareils mobiles dans l'espoir de soulager leurs symptômes⁷. Les applis grand public ou les applications pour téléphone mobile offertes au public dans des boutiques, telles que l'App Store ou Google Play, ont accru de façon spectaculaire le nombre de ressources en santé mentale et l'accès à celles-ci à un faible coût ou gratuitement. L'objectif du présent article est de donner un aperçu de l'état et de la qualité des données probantes relatives aux applis grand public de santé mentale, afin d'orienter de manière optimale l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes.

Les méta-analyses des applications de santé mentale pour téléphone intelligent sont d'abord prometteuses et font état d'effets significatifs en ce qui concerne le traitement des troubles d'intériorisation⁸, la réduction du stress et de l'affect négatif, et l'amélioration de l'affect positif et de la qualité de vie⁹. Cependant, une étude portant sur 361 applis destinées à traiter l'anxiété et l'inquiétude a révélé que 75 % des applis ne contenaient pas de stratégies fondées sur des données probantes, comme l'exposition, le contrôle des stimuli et la restructuration cognitive¹⁰. Une autre analyse de 52 applis destinées à traiter l'anxiété a révélé que 67 % d'entre elles n'étaient pas conçues avec un professionnel de la santé mentale¹¹. À leur tour, les applis de santé mentale favorisent des stratégies d'adaptation passives (distraction, évitement, etc.), utilisent des mesures non validées pour le suivi des symptômes et retardent la recherche d'aide professionnelle¹². Une distinction importante, rarement faite dans de nombreuses analyses, a trait à la codification entre les applis de laboratoire, ou applications pour téléphone intelligent incubées dans des conditions hautement contrôlées, et les applis grand public.

Il existe, cependant, deux revues systématiques des applis grand public qui portent sur les applis grand public destinées à traiter l'anxiété et la dépression. Ces revues recensent 20 articles publiés faisant état de résultats significatifs; cependant, les études en question ont été menées par des parties intéressées, ce qui augmente le risque de biais¹³. Ainsi, d'une part, les applis grand public sont effectivement accessibles et répandues. D'autre part, les preuves sont trop récentes pour conclure à leur efficacité, comme le confirment des examens plus approfondis^{14,15,16}.

Les responsables de la santé publique cherchent à utiliser au mieux les ressources limitées pour avoir un impact positif sur la société. La portée des applis grand public mérite une plus grande attention dans le travail d'élaboration de politiques afin de remédier au manque de preuves en soutenant la recherche. Les *essais cliniques randomisés* (ECR) sont la référence en matière de recherche sur l'efficacité¹⁷. La répliquabilité et la généralisabilité¹⁸, deux préoccupations déjà présentes dans les ECR, sont amplifiées dans le contexte des applis grand public en raison du grand nombre d'interventions combinées dans une seule application (par exemple, les commandes à partir de modules non structurés et multiples), de la population mondiale¹⁹ et des diverses caractéristiques des consommateurs (par exemple, l'ergodicité). En outre, les conclusions d'une version antérieure d'une appli sont potentiellement compromises par chaque mise à jour du contenu et l'introduction d'une ou de plusieurs composantes actives²⁰. Les considérations méthodologiques de ce type ne sont pas toujours apparentes, mais il est essentiel de les examiner, de les résoudre et de les assimiler dans le cadre du processus de production de travaux de recherche avant que les responsables politiques ne réclament aux industries la réalisation d'évaluations transparentes, valides et fiables.

Les décideurs peuvent soutenir des initiatives de recherche qui visent à améliorer le processus de développement des applis et font progresser nos outils d'évaluation tout en atténuant les risques sur le marché actuel. Lorsqu'il s'agit de la conception d'une appli, les politiques de santé publique peuvent promouvoir des stratégies fondées sur des données probantes en libre accès, des cadres de développement^{13,21,22,23,24} et des protocoles d'éthique et de confidentialité des données^{13,25}. En outre, en incitant les industries à faire appel à des chercheurs cliniciens, on peut garantir une mise en œuvre valide des stratégies fondées

sur des preuves et un suivi continu pour préserver la fidélité du traitement^{26,27}.

Lorsqu'il s'agit d'évaluer une appli, les politiques peuvent faciliter les initiatives visant à améliorer les outils d'évaluation existants, à développer des méthodologies différentes et à promouvoir des approches d'évaluation adaptées. Les préoccupations méthodologiques mentionnées précédemment devraient être soigneusement comprises dans le contexte mondialisé des applis, et les solutions pertinentes doivent être incorporées dans les révisions futures d'initiatives d'essai et d'analyse, comme CONSORT-EHEALTH et les revues systématiques Cochrane^{28,29}. D'autres méthodologies, telles que les recherches à cas unique²⁰, l'apprentissage automatique et la médecine de précision³⁰, sont prometteuses, mais coûteuses, et nécessitent des possibilités de financement plus importantes. La promotion de méthodologies adaptées à un objectif précis, comme le cadre RE-AIM pour évaluer l'impact des interventions sur la santé publique³¹, permettrait aux industries de disposer d'informations précises pour répondre à leurs questions et améliorer leurs applis accessibles au public.

L'atténuation des risques est recommandée compte tenu du niveau actuel de preuves en ce qui concerne les applis grand public¹⁶. Premièrement, les politiques de santé publique pourraient populariser les applis grand public fondées sur les données probantes existantes, comme BounceBack, MindShift et Mind-Beacon. Elles pourraient également promouvoir la littératie en santé mentale et la littératie numérique, plaider pour que les descriptions d'applications soient claires et fondées, n'induisent pas un faux sentiment de sécurité ou ne nuisent pas à la recherche d'aide professionnelle^{32,33,34} et persuader les consommateurs d'utiliser des cadres de prise de décision (par exemple, le cadre d'évaluation des applis^{16,19}) lorsqu'ils explorent les boutiques d'applications mobiles.

Les applis grand public sont des innovations développées de manière indépendante qui ont trouvé leur place dans le domaine de la santé publique et dans les habitudes des Canadiens. Les décideurs et les chercheurs doivent collaborer pour mieux comprendre cette technologie omniprésente et son rôle potentiellement intégré dans les politiques et les stratégies de santé publique.

POUR CONSULTER LA LISTE COMPLÈTE DES RÉFÉRENCES, VEUILLER VOUS RENDRE À L'ADRESSE CPA.CA/FR/PSYNOPSIS



DES PSYCHOLOGUES INSPIRÉS RÉAGISSENT AUX GRANDS ENJEUX MONDIAUX

JENNIFER A. VEITCH

Ph. D., présidente, Comité des relations internationales de la SCP

DARYL B. O'CONNOR

Ph. D., président, Research Board, British Psychological Society

SANDRA L. SHULLMAN

Ph. D., présidente sortante, American Psychological Association

JOSEPHINE TAN

Ph. D., C.Psych, présidente, Conseil international des psychologues

CARLOS P. ZALAQUETT

Ph. D., président sortant, Sociedad Interamericana de Psicología

NAOMI KOERNER

Ph. D., C.Psych, membre, Comité des relations internationales de la SCP

Les phénomènes mondiaux qui viennent bouleverser la vie des gens, tels que la pandémie de COVID-19, montrent combien le bagage de connaissances de la psychologie au sujet des comportements humains s'applique aux problèmes où la sensibilité culturelle, la justice sociale et la défense des intérêts sont primordiales (Zalaquett et coll., 2019)¹. Pourtant, de nombreux psychologues ne semblent pas conscients de la pertinence de notre discipline lorsqu'il s'agit de résoudre des enjeux mondiaux, ratant ainsi l'occasion d'apporter une contribution considérable. Nous abordons ici ce qu'il faut à la psychologie, en tant que discipline et profession, pour répondre plus efficacement aux questions d'envergure mondiale :

- Redéfinir ce que cela signifie que d'être « psychologue ». Les psychologues doivent se percevoir et se perfectionner à titre de chefs de file apprenants, qui aident les autres à apprendre, à grandir et à changer sur tous les plans de l'organisation humaine (Shullman, 2018)². Nous devons nous percevoir en dépassant les limites que comportent les termes « universitaires », « fournisseurs de soins cliniques » ou « experts-conseils ». Nous

devons nous interroger sur le sens même de notre travail relativement aux enjeux mondiaux. Cette réflexion exige de modifier l'état d'esprit qui règne au sein des programmes de formation et des organismes de financement, de sorte que les modèles du passé ne soient pas perpétués. Cela dit, il n'est jamais trop tard pour devenir un psychologue ou un chercheur en psychologie qui s'intéresse aux enjeux planétaires. De nombreux stagiaires et professionnels apprennent « les ficelles du métier », en rejoignant des comités de représentation des intérêts ou des groupes d'intérêts ou de travail œuvrant auprès d'associations régionales, nationales et internationales.

- Élargir l'unité d'analyse. Partout dans le monde, les psychologues et la psychologie tireraient profit de l'adoption d'un modèle psychologique fondé sur la santé de la population ou de la communauté. Ainsi, nous pourrions atteindre le plus grand nombre possible de personnes, en intervenant d'abord dans leurs communautés et leurs groupes, créant ainsi les stratégies adéquates pour prévenir et atténuer les problèmes, tout en maintenant l'état final souhaité. Pour ce faire, les psychologues et la psychologie doivent adopter une perspective systémique en vue d'étayer les contextes communautaires et leurs répercussions sur les comportements. Cela implique que la psychologie aille *au-delà* d'une optique individuelle, pour se focaliser sur les familles, les groupes, les équipes, les organisations, les institutions et les nations en tant qu'unités d'analyse de base de l'organisation et de l'activité humaines.
- Considérer d'autres épistémologies. Afin d'adopter une perspective contextuelle plus vaste, la psychologie en tant que discipline doit élargir un fondement épistémologique qui repose largement sur une vision occidentale du monde. Dans cette veine, nous observons les efforts de décolonisation et d'indigénisation de la psychologie qui ont cours actuellement. Le fait de s'attaquer aux enjeux mondiaux requiert une compréhension des cultures et des contextes locaux afin que les solutions émergeant de la recherche et des initiatives en psychologie soient pertinentes et utiles à ces régions. Ce qui pourrait être perçu comme un enjeu d'importance dans le

monde occidental pourrait être vu comme un aspect mineur dans le contexte local. Qui plus est, ce qui pourrait être perçu comme une « norme d'excellence » en Occident pourrait s'avérer inefficace dans une autre partie du monde.

La compréhension des contextes locaux ou d'autres épistémologies n'implique pas d'abandonner les efforts visant à révéler les similarités entre les sociétés; le moyen le plus efficace pour différents groupes de converger est d'emprunter des parcours communs. Alors que nous approfondissons notre reconnaissance et notre compréhension des différences, nous devons aussi apprendre à cerner ce qui nous unit. Nous devons façonner une vision commune qui nous permette de nous unir pour traiter ensemble des enjeux mondiaux.

- Accroître l'accès aux connaissances et l'adhésion aux approches de science ouverte. Il est impératif d'accroître l'accès réciproque à la recherche et aux ressources d'information. Au cours des dernières années, la psychologie et les psychologues ont été à l'avant-garde de la revendication, de la promotion et de l'adoption des principes et des pratiques de la science ouverte. Cependant, il reste beaucoup à faire pour augmenter l'adhésion à ces approches novatrices importantes. La science ouverte, par laquelle nous entendons le partage de données ainsi que la diffusion des résultats, est un outil opportun pour l'élaboration de solutions aux défis internationaux, tels qu'une pandémie mondiale ou le changement climatique. Il ne fait aucun doute que l'adoption de ces principes et de ces approches améliorera la qualité et la robustesse des constats de recherche, tout en rehaussant de façon spectaculaire l'accès aux recherches les plus récentes et aux données probantes disponibles. Par conséquent, pour arriver à améliorer encore davantage la qualité, l'ouverture et la rigueur, nous exhortons les chercheurs en psychologie à préenregistrer leurs hypothèses et leurs plans d'analyse (p.ex., à <https://aspredicted.org/>; voir <http://dx.doi.org/10.23668/psycharchives.4584>; Bosnjak et coll., sous presse)³, à avoir recours aux rapports enregistrés (p. ex. à <https://osf.io/rf/>)

et à rendre leurs données FAIR (faciles à trouver, accessibles, interopérables, réutilisables), en conformité avec le principe « aussi ouvert que possible; aussi fermé que nécessaire » (BPS, 2020, O'Connor, 2021)^{4,5}.

- Apprendre à communiquer la nature et la valeur de notre travail d'une manière compréhensible pour le public, les décideurs et les professionnels des autres disciplines. Si personne ne nous comprend, personne ne voudra de ce que nous avons à offrir. Cela implique d'éviter le jargon technique et scientifique lorsque nous expliquons ce que nous savons, ce que nous faisons et ce que cela signifie quant aux actions tangibles dont la communauté mondiale peut tirer avantage. La créativité dont nous faisons preuve pour traduire nos recherches et nos connaissances nous permettra de rejoindre un large public. Plusieurs psychologues sont en train d'apprendre comment instaurer un dialogue avec les auditoires et les groupes intéressés par l'entremise des plateformes de médias sociaux, des baladodiffusions, des webinaires, des transmissions en direct et des discussions enregistrées. Par ailleurs, d'autres psychologues choisissent de communiquer l'information directement aux personnes responsables de l'élaboration des politiques ou encore de siéger à des comités chargés de rédiger les normes en matière d'application. Ces compétences devraient être enseignées et cultivées dès les premières étapes de la formation et les critères de développement de carrière gagneraient à inclure ce type de rayonnement, en plus des publications, des activités d'enseignement et des activités professionnelles, qui en sont des éléments classiques.

Les psychologues du monde entier travaillent de concert pour faire progresser l'application de la psychologie aux problèmes mondiaux par l'intermédiaire de la Global Psychology Alliance (GPA), un collectif regroupant plus de 60 associations de psychologie, y compris nos cinq organisations affiliées. Pour en apprendre davantage, visitez le <https://www.apa.org/international/networks/global-psychology-alliance>.

POUR CONSULTER LA LISTE COMPLÈTE DES RÉFÉRENCES, VEUILLER VOUS RENDRE À L'ADRESSE [CPA.CA/FR/PSYNOPSIS](https://www.cpa.ca/fr/psynopsis)

MENTAL HEALTH CARE IN CANADA:

Mending the access gaps



K.R. COHEN

Ph.D., C. Psych., CEO, CPA

We are way past minding the mental health care gap in Canada. It's time to mend it—for individuals, families, the workplace and all our communities. Psychologists can help.

Reprinted, in English only,
with permission from *The Hill Times*.

One of the lessons we have learned from the COVID-19 pandemic, is that physical illness has its psychological side.

There is the worry about catching it, the behaviour change necessary to managing it (e.g. distancing and masking), and the sadness, stress, and isolation it leaves in its wake (e.g. loved ones becoming gravely

ill, job loss, work and study at home). The pandemic has under scored the inseparable relationship between mental health and physical health. Yet, the two are not valued equally in our health systems.

Psychological intervention is mainly delivered by psychologists and other mental health providers, outside of publicly funded institutions, where their care is not covered by medicare plans. This is because Canada's medicare plans cover services delivered in specific venues, like hospitals, and/or delivered by designated health providers, mainly physicians.

Our medicare plans must evolve beyond the Canada Health Act to recognize that we have many regulated, non-physician, health professionals who provide evidence-based care to treat people's health conditions. When it comes to mental health, some problems present on their own, and others present along with other health conditions such as substance use, heart disease, diabetes, and living in the spectre of COVID-19.

Approximately 26 million Canadians have access to extended health benefits through employment. However, what is included in these plans varies among plan sponsors. While plans usually include medications and dental care, only some include psychological care. While medication coverage isn't usually capped, there are significant caps on psychological care; and this despite the fact that evidence-based, psychological interventions are less expensive than, and at least as effective as medication in treating common mental health problems (i.e., depression and anxiety). The median psychological care coverage for the plan that offers it is \$1,000 annually whereas, on average, a successful course of psychological treatment is \$3,500 to \$4,000.

While important progress is being made by provinces who have adapted successful mental health initiatives from other countries, unless you see a physician, or receive care in a hospital, your access to publicly funded psychological care is limited. While some employers are increasing coverage for psychological care, most caps continue to be low, and many Canadians have no extended health coverage at all. These service gaps, in the public and pri-

vate sectors, are gaps that as a country we can no longer step over.

COVID-19 has made clear the significant role that mental health plays in managing stress, disease, changes in work and family life and, well, everything. Canada's national political parties have recognized that and, leading up to the recent election, made explicit mental health funding commitments.

Change must happen within public and private sectors and at the level of health providers, individuals, and systems. Here are some recommendations.

- While targeted mental health transfers to support program-based initiatives are a great step, we need sustained funding that ensures people get the evidence-based interventions, delivered by regulated mental health providers, where and when they need it. As is the case for physical illness, there are a range of mental health problems and disorders that need a range and combination of services and supports.

- Canada has a two-tiered health system when it comes to mental health; we need to ensure that, no matter how the service is covered, people have access to the help they need. Employers who sponsor extended health insurance plans must provide meaningful amounts of coverage and government can give them tax incentives to do so.

- Canada needs to reconsider what it means by health and health care. Much has changed in health care practice in the decades since the introduction of medicare. There are hundreds of thousands of licensed health care providers, like psychologists, whose care is best delivered in communities where, unfortunately, their services are not covered by medicare and are insufficiently covered by extended health insurance.

- Health providers need to be supported to practice to their licensed scope in the public and private sectors. There is more that many can do safely and accountably in hospitals and in communities. We need a public health system that is service and patient based, not venue and provider based.

Suite à la page 38



MENTAL HEALTH PARITY, A TIME WHOSE IDEA HAS COME

KIM HOLLIHAN,
ELLEN COHEN
& GLENN BRIMACOMBE

When it comes to funding, CAMIMH supports the Royal Society of Canada recommendation that the provinces and territories should increase funding for mental health and substance health services to at least 12 per cent of their health budgets.

Reprinted, in English only,
with permission from *The Hill Times*.

While the results of Election 44 suggest that we are no further ahead than where we were in 2019, some might be reminded of Yogi Berra's adage that "it's déjà vu all over again."

However, the Canadian Alliance on Mental Illness and Mental Health (CAMIMH)—an alliance of 13 national organizations representing people with mental illness experience, their families and caregivers, and health-care providers—was encouraged by what we think is a historic moment; where all sitting national political parties made significant funding commitments to improve access to mental health and substance use health programs, services and supports. This is clearly welcomed at a time when 42 per cent of Canadians believe the pandemic will have a lasting impact on their mental health (KPMG, 2021), and there are already long wait times for care.

In a minority government, the importance cannot be overstated of a multi-party consensus on such a critical public policy issue where the federal government can and must do more to help those in need. It is also a reflection of the times we are living in, given the negative impact COVID-19 has had, particularly for those with a mental health and/or substance use issues that worsened because of a pre-existing condition.

Given the parties' commitments, how can we ensure that the promised federal investments in mental health and substance use health will make a difference in Canadians' lives by expanding timely access to care and improving outcomes? For too long, mental health and substance use health programs, services and supports provided by psychologists, social workers, psychotherapists, counselling therapists and counsellors have not been covered by provincial and territorial health plan. This must change.

While the political will is clearly there, the question of how to do it remains.

In a recent report, "From Out of the Shadows and Into the Light ... Achieving Parity in Access to Care Among Mental Health, Substance Use and Physical Health," CAMIMH recommended that the federal government, similar to other developed economies, pass a new piece of legislation, A Mental Health and Substance Use Health Care For All Parity Act, that would provide a framework for the federal government to collaborate with and support the provinces and territories.

The proposed act would: (1) recognize that timely access to accessible and inclusive mental health and substance use health programs, services and supports are valued equally to physical health; (2) ensure the full array of publicly funded evidence-based mental health and substance use health

services are available on an equitable basis; (3) invest in health promotion, prevention and education as well as the social determinants of health; (4) include clear accountabilities and meaningful national health system performance indicators; and (5) be linked to an appropriate and sustainable level of federal funding to the provinces and territories.

In effect, the act would define a set of mutual accountabilities where the federal government provides an appropriate and sustainable federal contribution (such as through a Canada Mental Health Transfer) and the provinces and territories meet the objectives of the act. At the same time, the provinces and territories should have the full flexibility they need to continue the transformation of their mental health and substance use health delivery systems. The act would also embrace a national set of health system performance indicators so that we can all learn from one another in a "race to the top" when it comes to innovation, improved access and health outcomes.

Post-pandemic, we anticipate that Canadians will need more mental health and substance use health programs, services and supports, not less. When it comes to funding, CAMIMH supports the Royal Society of Canada recommendation that the provinces and territories should increase funding for mental health and substance health services to at least 12 per cent of their health budgets.

The time to act is now. There can be no health without mental health.

CAMIMH looks forward to working with all levels of government and others to ensure that the people of Canada get the care they need, when they need it.

Dr. Kim Hollihan (EdD) is Co Chair of CAMIMH and CEO of the Canadian Counselling and Psychotherapy Association, and has been a member of CAMIMH for several years. Ellen Cohen is Co-Chair of CAMIMH and CEO of the National Network for Mental Health, which advocates, educates and offers expertise and resources to increase the health and well being of Canadians with lived experience of mental health issues. Glenn Brimacombe is CAMIMH Chair, Public Affairs Committee, and Director of Policy & Public Affairs at the Canadian Psychological Association, and past-CEO of two National Health Associations.

FAITS SAILLANTS DES

Voici la liste des principales activités menées depuis la publication du dernier numéro de Psynopsis.

Écrivez à membership@cpa.ca pour vous abonner à notre bulletin électronique mensuel, Les Nouvelles de la SCP. Vous vous tiendrez ainsi au courant de tout ce que nous accomplissons pour vous!

NOUVELLES DU JURY D'AGRÈMENT

Le Jury d'agrément et le Comité de révision des normes de la SCP ont terminé leurs consultations internes sur la 6^e révision des normes d'agrément et ont lancé leurs consultations avec les intervenants externes de la SCP. Pour toute information relative à la progression de notre processus de révision des normes, veuillez consulter le site <https://cpa.ca/fr/agrement/>.

1. WEBINAIRE PRÉSENTÉ DANS LE CADRE DE LA JOURNÉE NATIONALE DE LA VÉRITÉ ET DE LA RÉCONCILIATION

Stryker Calvez, président de la Section de la psychologie des autochtones de la SCP, et David Danto, président du Comité permanent sur la réconciliation avec les peuples autochtones de la SCP, ont présenté un webinaire le 30 septembre, à l'occasion de la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation. Vous trouverez « How can the field of Psychology in Canada honour this day and the Survivors, their families, and communities? » sur la chaîne YouTube de la SCP.

2. SONDAGE SUR LA SANTÉ MENTALE EN MILIEU DE TRAVAIL

La Commission de la santé mentale du Canada et la Société canadienne de psychologie, en partenariat avec l'Université Saint Mary's, mènent une recherche pour mieux comprendre comment les organisations canadiennes ont accès aux services de santé mentale et les fournissent. Un court sondage en ligne (10-15 minutes) nous permettra de mieux comprendre la manière dont les employés accèdent aux services psychologiques et les décisions stratégiques des employeurs en ce qui concerne la couverture des services de santé mentale offerte aux employés dans les milieux de travail canadiens.

3. NOUVEAUX OUTILS DE REPRÉSENTATION DES INTÉRÊTS POUR LES MEMBRES

La SCP a élaboré plusieurs outils éducatifs visant à aider les membres dans leurs efforts de représentation des intérêts et leurs relations avec les médias. Rendez-vous à la section Défense des intérêts du site Web de la SCP; vous y

trouverez le Guide de représentation des intérêts, la Trousse d'outils sur la tenue des rencontres avec votre député, la Trousse d'outils sur la représentation des intérêts au nom de la psychologie scientifique, les messages clés de la SCP, les choses à faire et à ne pas faire en matière de représentation des intérêts, le guide sur l'utilisation des médias ainsi que d'autres ressources.

4. NOUVELLE SÉRIE DE COURS DE PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL OFFERT DANS LE CADRE DU CONTRAT DE LICENCE AVEC L'APA

Consultez la section consacrée au perfectionnement professionnel, sur le site Web de la SCP, pour en savoir plus sur les dizaines de nouveaux cours offerts dans le cadre d'un partenariat entre l'APA et la SCP. Les nouveaux cours couvrent un très large éventail de sujets, de la prise en charge de la douleur jusqu'au traumatisme racial en passant par la transformation organisationnelle. D'ici la fin de l'année, des centaines de cours supplémentaires seront offerts dans cette nouvelle série.

5. COURS SUR L'HISTOIRE DE LA PSYCHOLOGIE

L'Université de Calgary, en collaboration avec la SCP, offre un cours en ligne sur l'histoire de la psychologie et les systèmes de psychologie (PSYC601), qui aborde l'histoire des concepts psychologiques dans la culture occidentale, les principaux systèmes théoriques de la psychologie du XX^e siècle et les hypothèses fondamentales des théories de la psychologie contemporaine. Si vous avez besoin d'un cours d'histoire de la psychologie pour obtenir votre permis d'exercer ou pour terminer votre diplôme d'études supérieures, ou si vous voulez tout simplement en apprendre davantage

ACTIVITÉS DE LA SCP

sur les concepts historiques et leur pertinence par rapport à la psychologie contemporaine, communiquez avec Janelle McConnell à jmcconne@ucalgary.ca.

6. ÉLECTIONS FÉDÉRALES ET PROCESSUS DE CONSULTATION PRÉBUDGÉTAIRE DE 2021

Malgré le déclenchement des élections fédérales, la SCP a présenté son mémoire au Comité permanent des finances de la Chambre des communes dans le cadre du processus de consultation budgétaire du gouvernement fédéral de 2022. Le mémoire est pertinent dans le contexte de la formation du nouveau gouvernement, qui a eu lieu le 20 septembre dernier. Pendant que chaque parti politique dévoilait son programme au cours de la campagne électorale de 2021, la SCP a résumé les principales « promesses » de chaque parti qui sont pertinentes pour les membres. Ce résumé reste accessible sur le site Web de la SCP, à la section Défense des intérêts.

7. ACTIVITÉS POSTÉLECTORALES DE REPRÉSENTATION DES INTÉRÊTS ET SEMAINE DE SENSIBILISATION AUX MALADIES MENTALES

Dans le cadre de la Semaine de sensibilisation aux maladies mentales (SSMM, du 3 au 9 octobre) et des activités postélectorales de représentation des intérêts menées par la SCP, l'association a envoyé une lettre de félicitations au premier ministre Trudeau soulignant l'importance d'investir dans des programmes et des services de soins de santé mentale élargis et accessibles aux Canadiens lorsqu'ils en ont besoin. La Dre Karen Cohen (chef de la direction de la SCP) a également fait paraître une

lettre d'opinion intitulée « *Mental Health Care in Canada: Mending the Access Gaps* », dans le *The Hill Times* – qui est lu par tous les influenceurs politiques d'Ottawa – dans laquelle sont exposées une série de recommandations visant à combler les lacunes en matière d'accès. De plus, en sa qualité de président du Comité des affaires publiques de l'Alliance canadienne pour la maladie mentale et la santé mentale (ACMMSM), Glenn Brimacombe (directeur des politiques et des affaires publiques de la SCP) cosigne dans les pages du *Hill Times* une lettre d'opinion intitulée « *Mental Health Parity, a time whose idea has come* ». À mesure que le nouveau gouvernement prendra forme, la SCP continuera d'interpeller un vaste éventail de parlementaires pour faire valoir la cause de la santé mentale.

8. DEUX NOUVELLES FICHES D'INFORMATION

L'épilepsie : un nouveau groupe de fiches d'information consacrées à l'épilepsie a été ajouté à la série de fiches d'information. Abordant les aspects scolaires, cognitifs, sociaux et émotionnels de l'épilepsie chez l'enfant, ces fiches seront particulièrement utiles aux enseignants, aux neuropsychologues pour enfants et aux psychologues scolaires.

L'épuisement professionnel : une nouvelle fiche d'information portant sur l'épuisement professionnel a été créée par la Dre Melanie Badali, psychologue agréée exerçant à la North Shore Stress and Anxiety Clinic, et par la Dre Joti Samra, psychologue agréée, ainsi que chef de la direction et fondatrice de « MyWorkPlaceHealth ». La fiche d'information sur la détresse conjugale a également été mise à jour par le personnel du siège social de la SCP et Cheryl Harasychuk, Ph. D., Université Carleton.

9. SUBVENTIONS DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT DU LEADERSHIP POUR LES ÉTUDIANTS

En octobre, la SCP a ouvert son enveloppe annuelle de financement destinée à diverses subventions de recherche et possibilités de développement du leadership pour les étudiants. Les avis relatifs aux décisions de financement seront communiqués en février 2022.

10. SALON DE L'EMPLOI VIRTUEL DE 2021

La Société canadienne de psychologie (SCP), en collaboration avec la Société canadienne des sciences du cerveau, du comportement et de la cognition (SCSCCC), a tenu son deuxième salon annuel de l'emploi le 12 novembre 2021.

Les étudiants qui participaient à l'événement ont eu l'occasion de se renseigner sur les différents parcours professionnels et postes offerts aux diplômés en psychologie en dehors des services de santé et du milieu universitaire, et ce, de la bouche même des personnes qui occupent ces postes; ils ont aussi eu l'occasion d'échanger avec ces personnes à partir de salles de réunion virtuelles, de discuter avec les employeurs des compétences que les diplômés en psychologie possèdent et qui sont les plus recherchées par les employeurs et d'obtenir de l'information sur la recherche d'emploi, les modes de candidatures ainsi que les entreprises et les personnes avec lesquelles les stagiaires peuvent communiquer.

HOMMAGE À PAT O'NEILL

DOUG SYMONS

Professeur, département de psychologie,
Université Acadia

Un collègue, un mentor et un ami inspirant. Pat était professeur émérite au département de psychologie, où il a travaillé de 1974 à 2003. Pat est arrivé à l'Université Acadia après avoir fait des études de premier cycle à l'Université de Victoria et des études supérieures à l'université Yale, où il a développé son expertise en psychologie communautaire et en prise de décision éthique, des domaines dans lesquels il a écrit plus de 30 publications en plus de trois livres au cours de sa carrière. Il laisse un héritage durable sur la discipline de la psychologie et la profession de psychologue, tant à l'Université Acadia qu'à l'échelle nationale.

Au sein du département de psychologie, Pat était un professeur et un mentor très aimé. Bien qu'il consacrait une grande partie de sa carrière à l'enseignement, il était peut-être plus connu au niveau du premier cycle pour son cours « Histoire et systèmes », dans lequel il donnait corps à l'histoire de la psychologie avec des anecdotes étonnantes et captivantes, dont beaucoup étaient tirées de sa propre expérience universitaire et de sa vie personnelle. Aux cycles supérieurs, Pat a organisé des projets de psychologie communautaire pour les étudiants dans divers domaines, comme les maisons de transition, la sensibilisation à la santé des femmes et les services aux enfants ayant des difficultés d'apprentissage. Ces projets ont offert une source importante d'engagement communautaire aux étudiants diplômés en psychologie clinique de l'Université Acadia, traduisant les principes de justice, d'équité, de diversité et d'inclusion que Pat a défendus tout au long de sa carrière, bien avant que ces termes ne soient couramment utilisés. Le cours de deuxième cycle en éthique de Pat a été une grande réussite. Pat a façonné le point de vue d'une génération de psychologues

cliniciens de la Nouvelle-Écosse, en donnant le cours à l'Université Acadia, à l'Université Dalhousie et à l'Université Mount Saint Vincent. Il était également un mentor dévoué et a supervisé plus de 80 thèses pendant son séjour chez nous.

À l'échelle universitaire, Pat était surtout connu pour sa participation à l'association des professeurs. Il y a été actif de plusieurs manières au fil des ans, notamment à titre de président à deux reprises. Sa réalisation la plus notable, cependant, est sa participation à la première convention collective à titre d'organisateur de la première version et de négociateur en chef, rôle qu'il a joué plusieurs fois par la suite dans d'autres conventions; il a en outre fait office de consultant permanent lors de nombreuses négociations successives. Qu'ils le sachent ou non, tous les membres du corps professoral de l'Université Acadia doivent être reconnaissants à Pat d'avoir jeté les bases des nombreux droits que nous tenons pour acquis aujourd'hui.

La contribution du Dr O'Neill s'étend bien au-delà de notre université. À l'échelle provinciale, le Dr O'Neill est l'un des membres fondateurs du Registry of Psychologists et il a occupé la fonction de président du Nova Scotia Board of Examiners in Psychology de 1989 à 1991. À l'échelle nationale et internationale, il a été président de la Société canadienne de psychologie (SCP), rédacteur en chef de la revue Psychologie canadienne, ainsi qu'un membre important du comité qui a contribué à orienter l'élaboration continue du code d'éthique de la SCP. Il a aussi été membre du groupe de travail sur les sciences sociales et les sciences humaines, qui a contribué à l'élaboration de l'énoncé de politique des trois conseils sur l'éthique de la recherche, et membre du comité consultatif spécial sur la politique en matière d'éthique de l'Association canadienne des professeurs et professeurs d'université (ACPPU). Encore une fois, qu'ils le sachent ou non, d'innombrables universitaires doivent être reconnaissants au Dr O'Neill

d'avoir contribué à établir les fondements éthiques sur lesquels repose aujourd'hui le milieu universitaire canadien.

Le Dr O'Neill était Fellow de la SCP, de l'American Psychological Association et de l'American Psychological Society. Il a reçu le prix d'excellence universitaire de l'ACPPU, décerné aux personnes qui, par leurs activités d'enseignement, de recherche et de prestation de services, ont contribué de manière notable à la vie de leurs étudiants, de leur établissement, de leur champ d'études et de la collectivité. Les mots qui suivent résument parfaitement la vie et la carrière exceptionnelles du Dr Pat O'Neill. Il sera regretté et pleuré par sa conjointe de longue date, la Dre Janice Best, par sa famille et ses amis, et par toutes les personnes dont il aura marqué la vie.

« La discipline de la psychologie et la profession de psychologue, ainsi que le monde universitaire au sens large, reposent sur les contributions de dirigeants exceptionnels. Le Dr Pat O'Neill en était un. »

NOW HIRING PHD PSYCHOLOGISTS

OFFERING:

- * **FULL AND PART-TIME POSITIONS**
- * **COMPETITIVE SALARY**
- * **EXTENSIVE TRAINING, SUPERVISORY/ MENTORSHIP AND CAREER DEVELOPMENT OPPORTUNITIES**
- * **RELOCATION ASSISTANCE**
- * **EXTENDED HEALTH BENEFITS AND PENSION PLAN**

APPLY NOW:

Further job information can be found at:
www.healthcareersinsask.ca

Direct your enquiries to:
Dan Myers at (306) 655-8966 or
daniel.myers@saskhealthauthority.ca

Visit us at: www.kinetikrehab.com

**COME BE PART OF OUR
INTERDISCIPLINARY TEAM!**

ABOUT US

Kinetik is a leading tertiary level provider of physical and mental health rehabilitation and disability management services for individuals, insurers, corporations and the private sector in Saskatchewan. Kinetik strives to provide an evidence-based approach to practice, through an integrated holistic model and collaborative interdisciplinary team approach. Kinetik psychologists work with individuals with physical injuries and chronic pain, as well as psychological injuries and concerns including PTSD, anxiety, depression, loss/change, and life stressors.

JOB QUALIFICATIONS

- Registered or eligible for registration with the Saskatchewan College of Psychologists.
- PhD in Clinical Psychology from an accredited (CPA or APA) academic program, including successful completion of an accredited (CPA or APA) pre-doctoral residency.

KNOWLEDGE, SKILLS AND ABILITIES

- Ability to work independently and as a member of an interdisciplinary team.
- Demonstrates broad assessment, treatment and consultation skills.
- Knowledgeable in the field of health psychology, pain management and impacts of psychological factors on health.
- Knowledgeable in the treatment of trauma and clinical mental health conditions.



PROFIL DES MEMBRES POUR PSYNOPSIS



ZURAÏDA DADA

C.Psych., R.Psych., CHRP

ERIC BOLLMAN

Spécialiste des communications, Société canadienne de psychologie

« **J**e me souviens du jour où Nelson Mandela a été libéré de prison; j'étais si heureuse – rien que de voir cet homme. Nous n'avions pas le droit de posséder des objets représentant Mandela, y compris des images de lui. C'était une « personne interdite », aussi, tout ce qui était à son image était interdit. Si on se faisait prendre avec sa photo, on allait en prison. Personne ne savait à quoi il ressemblait! »

Zuraïda Dada est psychologue agréée et exerce en Alberta, où elle vit depuis 2006. Zuraïda est également agréée en Afrique du Sud, où elle a commencé sa carrière en psychologie en 2003. Son parcours professionnel est sûrement très différent de celui de la majorité des membres de la SCP. Pour qui a grandi en Afrique du Sud sous le régime de l'apartheid, s'instruire, c'était faire preuve d'activisme.

Zuraïda vient d'une famille de militants anti-apartheid. Sa sœur aînée était fortement impliquée dans les formes les plus dangereuses d'activisme – aider les gens à traverser la frontière, brûler le drapeau sud-africain – c'est-à-dire un genre d'activisme qui entraîne des pertes humaines. Un jour, une autre activiste a abordé sa sœur pour lui dire :

« Il y a deux façons de conquérir notre liberté. La première, par les armes, et la seconde, par la plume. Tu es une intellectuelle; ne va pas te faire tuer sur le champ de bataille. Tu dois faire des études. Nous avons besoin de gens instruits et du reste de l'intelligentsia qui rentrera au pays au terme de la lutte, afin d'aider à reconstruire l'Afrique du Sud. »

En phase avec cette approche à deux volets, le Congrès national africain (ANC), le parti politique de Mandela, a mis beaucoup d'accent sur l'importance de faire des

études ailleurs qu'en Afrique du Sud. Les militants en exil et les personnes qui se sont jointes à la lutte ont obtenu leur diplôme en Russie, en Chine, en Libye et ailleurs.

En Afrique du Sud même, l'accès limité, le peu de possibilités et les maigres ressources dont disposaient les personnes de couleur rendaient l'accès à l'éducation presque impossible – seulement quelques universités acceptaient les étudiants de couleur, et ces étudiants avaient besoin de l'autorisation du gouvernement (permis) pour les fréquenter. Et même là, le nombre de places était extrêmement limité – en raison d'un système de quotas qui plafonnait le nombre d'étudiants de couleur. Le gouvernement de l'apartheid suprémaciste blanc était tout aussi conscient de la puissance que représente l'éducation contre l'oppression.

Sous l'apartheid, les personnes de couleur étaient, pour la plupart, autorisées à fréquenter uniquement les universités réservées aux « personnes de couleur, aux Indiens et aux Africains ». Sur les traces de sa sœur, Zuraïda a étudié dur et, avec des ressources très limitées, elle a décroché l'une des places les plus convoitées parmi les « universités blanches » d'Afrique du Sud, où elle a obtenu son diplôme de premier cycle en 1989. Winnie Mandela, la camarade de classe de Zuraïda, était considérée comme une « personne interdite », ce qui signifie qu'elle ne pouvait pas s'engager dans une forme quelconque d'activisme – s'exprimer en public contre l'apartheid, organiser des manifestations ou brûler le drapeau sud-africain. Pour les « personnes interdites », ces actes pouvaient entraîner des accusations de trahison, et même, l'exécution. Winnie Mandela a suivi des cours à l'université entourée de gardes du corps et n'était pas autorisée à parler dans la classe.

« La période de 1985 à 1990 marque l'apogée de l'activisme contre l'apartheid et du mouvement anti-apartheid. Il y a malheureusement eu beaucoup d'effusion de sang et nous en avons subi les affres. C'était véritablement une révolution sociale, et nous l'avons constaté dans nos universités où la conscientisation sur la justice sociale était forte. Les universités étaient la plateforme, les seuls endroits où les gens pouvaient se rassembler. Outre la formation universitaire formelle que j'ai eu le privilège de recevoir, ce sont l'éducation sociale et le militantisme pour la justice pratiqués dans ces espaces qui ont contribué à faire pencher la balance

et à jeter les bases de la fin de l'apartheid. »

Le réveil social qui s'est produit à la fin des années 1980 en Afrique du Sud a pris naissance dans les universités, ce qui a permis à Zuraïda de jouer un double rôle : celui d'étudiant et celui d'activiste. Elle a vu certains de ses amis être arrêtés, battus, et quelques-uns tués par la suite. Le gouvernement de l'apartheid a adopté plusieurs pratiques atroces, comme la détention et la torture sans procès et l'isolement cellulaire. Des activistes étaient régulièrement assassinés en prison – jetés du dixième étage du quartier général de la police à John Vorster Square.

« Il fallait être vraiment convaincu pour être un activiste sous l'apartheid, car les conséquences du militantisme étaient très graves. Tout rassemblement de plus de 15 personnes était considéré comme une assemblée illégale et si on se faisait prendre, on risquait des conséquences importantes. Lorsque nous manifestations, la police était toujours présente, complètement armée; elle nous aspergeait de gaz lacrymogène et nous battait avec des fouets ou des matraques en caoutchouc, qui laissaient des marques partout sur notre corps pendant des jours et rendait difficile la marche ou les cours. Quand j'ai vu aux nouvelles ce qui se passait aux États-Unis avec les réfugiés haïtiens attaqués par des gardes-frontières à cheval, j'ai eu de terribles flashbacks sur ce qui nous est arrivé lorsque nous manifestations sous l'apartheid. »

Après avoir obtenu son diplôme universitaire, Zuraïda n'a pas commencé tout de suite à travailler comme psychologue. En fait, il aura fallu encore 14 ans avant qu'elle n'obtienne son permis d'exercer en Afrique du Sud. Zuraïda a été sollicitée par l'ANC pour participer à la reconstruction du pays à d'autres titres après la libération de Nelson Mandela et le vote mettant fin à l'apartheid en 1994; elle a donc assumé un rôle plus proche de la transformation organisationnelle et des ressources humaines que de la psychologie.

« Lorsque Mandela a été libéré, je ne peux pas décrire le sentiment de joie et de soulagement que nous avons tous ressenti; nous prenions conscience que la lutte que nous avions menée était enfin terminée. La libération de Mandela annonçait la fin des atrocités de l'apartheid et ouvrait la voie à une vie plus libre et démocratique. » Zuraïda était membre de la commission électorale internationale et a participé au

compte des votes lors de cette première élection. « Cette expérience était tellement remplie de joie que je ne l'oublierai jamais! »

L'un des rôles joués par Zuraïda en Afrique du Sud après l'apartheid était axé sur la transformation de la culture des organisations, notamment par la création et la mise en œuvre de politiques de diversité et d'inclusion, le recrutement des personnes de couleur et l'établissement de politiques organisationnelles, qui ont instauré et protégé une représentation égale et un traitement égal des personnes de couleur. Zuraïda a participé à l'examen et à la formulation de diverses lois post-apartheid, comme la SAQA (South African Qualifications Authority) et la Loi sur les relations de travail. Elle a également participé à la création de la Commission de conciliation, de médiation et d'arbitrage, nécessaire à l'application de la Loi sur les relations de travail.

L'apartheid n'était pas seulement une forme de ségrégation physique. Certes, la mise en œuvre de la Group Areas Act a entraîné l'expulsion forcée de la famille de Zuraïda hors de sa maison et de son entreprise. Elle et ses amis n'étaient pas autorisés à s'asseoir sur les mêmes bancs, ni à visiter les mêmes parcs et les mêmes plages, ni à vivre aux mêmes endroits, ni à utiliser les mêmes transports que les Blancs sud-africains. Mais le système est allé encore plus loin; c'était un système autoritaire d'oppression juridique et socio-économique. Le gouvernement s'est approprié tous les gains, accomplissements et succès accumulés par les personnes de couleur et les a remis directement aux citoyens blancs. Cela a perpétué la suprématie blanche ainsi que la création d'un monde où aucune famille de couleur ne pourrait acquérir une quelconque richesse ou stabilité intergénérationnelle.

Zuraïda dresse un parallèle entre la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud et le travail des militants nord-américains d'aujourd'hui. Bien que l'on puisse affirmer que les inégalités en Amérique du Nord ne sont pas aussi évidentes aujourd'hui qu'à l'époque de l'apartheid (personne ne détruit au bulldozer les entreprises des propriétaires d'entreprises de couleur ni ne cède la propriété aux Blancs sous couvert d'une loi), l'oppression socio-économique existe également au Canada. L'incapacité des collectivités minoritaires à se constituer une richesse intergénérationnelle est un problème grave, même si aucune politique explicite ne le décrète.

« Même lorsque je parle avec certains de mes amis Blancs d'Afrique du Sud, il y a aussi un certain déni. Ils disent : 'Je n'ai pas voté pour l'apartheid, ce sont mes parents ou mes grands-parents qui l'ont fait, alors ne me mettez pas cela sur le dos'. Si cela est vrai, ce qui l'est tout autant, c'est que les Blancs ont bénéficié du système en place. Reconnaître que cela est vraiment arrivé et a été organisé pour que les Blancs puissent vivre aux dépens des personnes de couleur fait partie de la démarche de guérison collective. »

Zuraïda se concentre sur la guérison – il ne s'agit pas d'oublier les traumatismes du passé récent, mais de les reconnaître, d'en discuter et de faire face à l'héritage de l'oppression. Elle est une fervente partisane de la justice sociale, qui imprègne tout le travail qu'elle accomplit à différents niveaux : personnel, organisationnel et provincial. Le travail de Zuraïda a transformé la vie des individus, les politiques organisationnelles et la législation provinciale. Zuraïda est agréée en Alberta et en Ontario pour travailler avec un large éventail de clients. Plusieurs d'entre eux sont des immigrants qui essaient de faire leur chemin au Canada comme elle et sa famille l'ont fait il y a plus de dix ans. Beaucoup d'immigrants viennent de régions où ils ont subi des violations des droits de la personne et des traumatismes impossibles à imaginer pour la plupart des Canadiens blancs. Elle dit que le fait de les aider est aussi une démarche de guérison pour elle.

« Voir mes clients progresser et guérir est vraiment important pour moi, et même cathartique. Tout comme de savoir qu'ils sont capables de guérir, de voir leur vie différemment et de s'épanouir. Cela me donne de l'espoir – c'est pourquoi je partage mon expérience de la vie sous l'apartheid, parce que je veux que mon histoire donne de l'espoir aux gens. Mandela a dit qu'il n'avait pas accompli tout seul la libération de son pays, que ce sont nos actions individuelles à tous qui ont contribué à la transformation du pays. Une personne *peut* faire changer les choses. Peu importe que l'action de quelqu'un soit modeste, tout s'additionne. Que vous remplacez votre image de profil par un carré noir ou que vous vous exprimiez lorsque quelqu'un fait un commentaire raciste, les actions de chaque personne comptent, parce que chaque goutte d'eau concourt à la naissance d'une inondation. »



Photo: avec la permission d'Albert Bandura

Honorer l'un des psychologues les plus influents de tous les temps

ALBERT BANDURA

(1925-2021)

JANEL GAUTHIER

Ph.D., professeur émérite de psychologie à l'Université Laval

GARY LATHAM

Ph.D., Secrétaire d'État Professeur du comportement organisationnel, École Rotman de gestion, Université de Toronto

Albert Bandura, ancien président honoraire de la SCP (1999-2000), est décédé paisiblement dans son sommeil chez lui à Stanford, en Californie, le 26 juillet 2021, à l'âge de 95 ans. Au moment de sa mort, il était titulaire de la chaire David-Starr-Jordan de sciences sociales en psychologie et professeur émérite à l'université Stanford. Il était largement considéré comme l'un des psychologues vivants les plus grands et les plus influents de tous les temps. En 2002, un sondage (Haggbloom, Warnick, Warnick et coll., 2002) le classait quatrième parmi les psychologues les plus cités du XX^e siècle » derrière B. F. Skinner, Jean Piaget et Sigmund Freud.

C'est avec une grande humilité que nous saisissons l'occasion d'honorer l'un des géants

de notre domaine, que ses amis et ses collègues appelaient Al. Nous avons tous deux eu l'occasion d'interagir plusieurs fois avec Al au fil des ans. Nous avons tous deux mené des recherches basées sur la théorie sociale cognitive et Al nous a donné son point de vue sur notre travail chaque fois que nous lui avons demandé. De ce fait, nous avons été extrêmement privilégiés.

Al est né le 4 décembre 1925 à Mundare, un petit hameau de quelque 400 habitants situé dans le nord de l'Alberta. Il a fait ses études élémentaires dans une petite école de campagne, qui accueillait les élèves du primaire jusqu'au secondaire. C'était la seule école de la ville, où seulement deux enseignants dispensaient le programme d'études secondaires. Pour Al, ce manque de ressources scolaires s'est révélé être un facteur de réussite qui l'a bien servi. Il a écrit un jour : « Nous [les étudiants] devons nous charger de notre propre apprentissage. » (Bandura, 2006, p. 1). Ces premières expériences l'ont amené à s'intéresser, plus tard, à l'importance de l'efficacité personnelle.

Au cours des vacances d'été pendant ses études secondaires, les parents d'Al l'encourageaient à trouver du travail au-delà des limites de leur petite ville. Un été, il a travaillé dans le Grand Nord, à Whitehorse, au Yukon, où il s'est retrouvé entouré d'une curieuse brochette de collègues, dont la plupart avaient fui les créanciers, les pensions alimentaires, les bureaux d'enrôlement ou les agents de probation. Lorsqu'il parlait de son expérience dans le Grand Nord, il disait parfois en plaisantant : « On était loin de Mister Rogers' Neighborhood. » Il a rapidement développé un sens aigu de la psychopathologie de la vie quotidienne.

Après l'obtention de son diplôme d'études secondaires, Al s'est inscrit à l'Université de la Colombie-Britannique à Vancouver. Il a d'abord entrepris une majeure en sciences biologiques, mais il s'est finalement spécialisé en psychologie. Son entrée dans le monde de la psychologie est le fruit du hasard. Travaillant de nuit et se rendant à l'école avec un groupe d'étudiants, il s'est retrouvé chaque jour à arriver à l'école très tôt, bien avant le début de ses cours. Pour s'occuper, il a commencé à suivre des « cours complémentaires » pendant ces heures matinales. Al a expliqué plus tard que, un matin, « en attendant mon cours d'anglais, j'ai feuilleté un catalogue de cours qui avait été laissé sur une table de la biblio-

thèque. J'ai remarqué qu'un cours d'introduction à la psychologie serait un bon moyen d'occuper mon temps. Je me suis inscrit et j'ai découvert ma future profession. » (Bandura, 2006, p. 2). Son entrée accidentelle dans le monde de la psychologie influencera ses théories par la suite. En 1982, il publie un article sur la psychologie des rencontres fortuites (Bandura, 1982) dans lequel il examine comment les initiatives personnelles placent souvent les gens dans des situations où des événements fortuits peuvent façonner la tournure que prendra leur vie. Plutôt que de considérer le hasard comme un élément incontrôlable, Al s'est concentré sur la façon de faire jouer le hasard en exploitant les situations fortuites dans son développement personnel.

Al a obtenu son baccalauréat à l'Université de la Colombie-Britannique en 1949 après trois ans d'études. Il a ensuite fait ses études supérieures à l'université de l'Iowa où il a obtenu sa maîtrise en 1951, et son doctorat en psychologie clinique en 1952, sous la direction d'Arthur Benton, un successeur intellectuel de William James. C'était l'apogée des analyses théoriques et expérimentales de l'apprentissage, l'approche hullienne en étant la théorie dominante. Bien que le programme s'intéressât à la théorie de l'apprentissage social, Al estimait qu'il était trop axé sur le behaviorisme. Influencé par les études sur la modélisation et l'imitation de Miller et Dollard, Al a commencé à conceptualiser l'apprentissage à l'aide d'un cadre cognitif social.

En 1953, Al a rejoint la faculté de l'université de Stanford. Quand il est arrivé à Stanford, Robert Sears explorait les antécédents familiaux liés au comportement social et à l'apprentissage identificateur, ainsi que les réactions non agressives à la frustration. Influencé par le travail de Sears, Albert Bandura commença à étudier l'apprentissage social et l'agressivité en collaboration avec Richard Walters, son premier étudiant au doctorat. Ces études de recherche, qui soulignaient le rôle primordial de la modélisation du comportement humain, ont conduit à des recherches programmatiques en laboratoire sur les déterminants et les mécanismes de l'apprentissage par l'observation. Ce travail a donné lieu au premier livre d'Al, *Adolescent Aggression* (Bandura et Walters, 1959).

Ayant acquis une meilleure idée de la façon dont les gens apprennent par l'observation, Al a par la suite étendu cette

recherche à la modélisation abstraite du comportement régi par des règles et à la désinhibition par l'expérience indirecte. Cela l'a conduit à mener des recherches programmatiques sur la modélisation sociale impliquant la fameuse poupée en plastique gonflée appelée « Bobo ». Les enfants qui participaient à ces études étaient exposés à un adulte qui affichait un comportement violent ou non violent envers la poupée. Les enfants qui observaient un adulte frapper la poupée et crier après elle étaient plus susceptibles d'afficher un comportement agressif envers la poupée lorsqu'ils jouaient avec elle plus tard. Ces études ont montré non seulement que les enfants apprennent de nouveaux modèles de comportement par procuration sans vraiment les mettre en pratique ou recevoir des récompenses externes, mais ont également remis en question la théorie dominante selon laquelle le fait de voir de la violence à la télévision atténue les pulsions agressives chez les enfants. Cette recherche a donné lieu à un deuxième ouvrage, *Social Learning and Personality Development* (Bandura et Walters, 1963).

Au cours des années 1960, Al a mené des recherches sur le développement des capacités d'autorégulation chez l'enfant. Il a constaté que les enfants qui observent un modèle renonçant à de petites récompenses immédiates au profit de récompenses plus importantes à long terme se montrent plus enclins à préférer les récompenses différées. Ces études avant-gardistes sur les origines sociales de l'autorégulation chez les enfants ont fourni des hypothèses nouvelles et testables expérimentalement remplaçant les théories dominantes des traits de personnalité.

Parce que ses intérêts très larges, Al abordé simultanément plusieurs thèmes de recherche. Au cours des années 1970

et au début des années 1980, par exemple, il a consacré une part importante de son attention à élucider la façon dont la pensée autoréférente intervient dans l'action et l'éveil affectif, tout en continuant à explorer les problèmes théoriques liés à l'apprentissage par l'observation, à l'autorégulation, à l'agressivité et au changement psychothérapeutique. Au cours de l'étude des processus par lesquels la modélisation améliore les troubles phobiques, Al a constaté que les variations du comportement et de l'excitation de la peur sont influencées par la modification du niveau et de la force de l'auto-efficacité perçue, c.-à-d., la croyance que les gens ont en leur capacité à adopter les comportements nécessaires pour atteindre des performances particulières. Cette constatation l'a amené à proposer sa théorie de l'auto-efficacité comme l'un des éléments clés d'une théorie unificatrice du changement de comportement, décrite dans un article phare publié en 1977 (Bandura, 1977b). En utilisant la théorie de l'auto-efficacité comme cadre conceptuel, Al a ensuite étudié le rôle déterminant du sentiment d'efficacité personnelle dans le fonctionnement psychologique.

La théorie du comportement humain qu'Al a commencé à développer à l'université de l'Iowa en réponse aux limites des théories du comportement reliées à l'apprentissage a d'abord été présentée dans son livre, *Social Learning Theory* (Bandura, 1977b). Alors que les théories du comportement laissaient entendre que tout apprentissage était le résultat d'associations formées par le conditionnement, le renforcement et la punition, la théorie de l'apprentissage social d'Al, rebaptisée plus tard « théorie sociale cognitive », avançait que l'apprentissage se fait également par la simple observation des actions des autres.

En 1986, Al a publié un autre ouvrage très important, *Social Foundations of Thought and Action* (Bandura, 1986), dans lequel il présentait la théorie sociale cognitive comme un nouveau cadre conceptuel permettant d'expliquer et de prédire le changement de comportement personnel et social. La décision d'Al de rebaptiser son approche théorique de « l'apprentissage social » à « l'apprentissage social cognitif » est due à sa conviction croissante que ses théories et ses recherches avaient dépassé le cadre de l'apprentissage social. Dans l'appellation plus appropriée de « théorie sociale cognitive », l'élément *social* du titre reconnaît les origines sociales d'une grande partie de la pensée et de l'action humaines; la partie *cognitive* reconnaît l'influence importante des processus cognitifs sur la motivation, l'affect et l'action chez l'être humain. En outre, le titre était de plus en plus trompeur car il s'appliquait à plusieurs théories fondées sur des principes dissimilaires, comme la théorie des pulsions de Miller et Dollard, la théorie des attentes de Rotter, la théorie du conditionnement opérant de Gewirtz et le fonctionnalisme de Patterson. La théorie sociale cognitive est enracinée dans une perspective individuelle. Dans cette optique, les personnes sont des organismes auto-organisés, proactifs, capables de raisonnement autoréflexif et d'autorégulation, et non de simples organismes réactifs façonnés et contrôlés par les forces de l'environnement ou poussés par des pulsions intérieures occultées.

Dans les années 1990, pour illustrer plus pleinement comment le libre arbitre de l'individu s'exerce, Al a élargi le concept du libre arbitre individuel à celui de l'agentivité collective. Les gens ne vivent pas isolés les uns des autres. Ils travaillent ensemble sur la base de convictions partagées quant à leurs capacités et leurs aspirations communes à une vie meilleure. Cette extension conceptuelle a permis à la théorie sociale cognitive de s'appliquer à la compréhension de l'adaptation et du changement humains dans les sociétés collectivistes comme dans les sociétés individualistes. Dans son livre, *Self-Efficacy: The Exercise of Control* (Bandura, 1997), Al expose longuement les principes de base de sa théorie de l'auto-efficacité et de ses applications fécondes dans le domaine du développement de la personne, de l'éducation, de la santé, de la psychopathologie, du sport, des affaires, de la politique et du changement socioculturel.

Suite à la page 38



Albert Bandura en 1973 avec une photo de l'expérience de la poupée Bobo en arrière-plan.
Photo : avec la permission d'Albert Bandura

LES RÉCIPENDIAIRES DU CERTIFICAT D'EXCELLENCE UNIVERSITAIRE DE LA SCP 2021

ACADIA UNIVERSITY Department of Psychology

Honours Thesis
Abbey Miller
Lindsay Wyatt
Lindsay French

Masters Thesis
Catrina MacPhee
Hanna Bincik
Laura Smith

BRANDON UNIVERSITY Department of Psychology

Honours Thesis
Victoria Simard
Emma-Leigh Doerksen
Kassia Hollier

BROCK UNIVERSITY Department of Psychology

Honours Thesis
Tia Greto
Kiran Randhawa
Leah Hughes

Masters Thesis
Anita Twele
Sophia Thierry

Doctoral Thesis
Claire Matthews

CAPE BRETON UNIVERSITY Department of Psychology

Honours Thesis
Maria Rath
Andrew Hay
Christopher Lewis

CARLETON UNIVERSITY Department of Psychology

Honours Thesis
Nicolas Laham
Marta Kolbuszewska
Lam Nguyen

Masters Thesis
Simona Mackovichova
Sabina Franklyn
Natasha Maltais

Doctoral Thesis
Cathrine Pettersen
Brittany Blaskovits
William Hipson

CONCORDIA UNIVERSITY Department of Psychology

Honours Thesis
Micaël Thériault
Angela Gallo
Steven Dobric

Masters Thesis
Eloise Fairbank
Sandra Krause
Marie-Pier Pare-Ruel

Doctoral Thesis
Alexandra Chisholm
Sarah Newcomb-Anjo
Milan Valyear

DALHOUSIE UNIVERSITY Department of Psychology

Honours Thesis
Samantha Good
Nicholas McCaughey
Mackenzie Moore

Masters Thesis
Elise Aronitz
Colin McCormick
Gloria Rodrigues

Doctoral Thesis
Ivy-Lee Kehayes
Erin Dempsey
Christiane Whitehouse

KWANTLEN POLYTECHNIC UNIVERSITY Department of Psychology

Honours Thesis
Cydney Cocking
Amanda Dumoulin
David Hattie

LAKEHEAD UNIVERSITY Department of Psychology

Honours Thesis
Jaidyn K Charlton

Masters Thesis
Angela MacLissac

Doctoral Thesis
Samantha Chong

MACEWAN UNIVERSITY Department of Psychology

Honours Thesis
Nicole Antunes
Tiffany Unrau
Katelyn Demuynck

MCGILL UNIVERSITY Department of Psychology

Masters Thesis
Can Fenerci

Doctoral Thesis
Naomi Vingron
Kristin Horsley

MOUNT ALLISON UNIVERSITY Department of Psychology

Honours Thesis
Sarah Park
Faisal Hossain
Jacqueline Brun

MOUNT ROYAL UNIVERSITY Department of Psychology

Honours Thesis
Lauren Brunet
Katharine Elliot
Robert Mazury

MOUNT SAINT VINCENT UNIVERSITY Department of Psychology

Honours Thesis
Adam Mariotti
Rachel Dyer
Sarah MacNeil

QUEEN'S UNIVERSITY Department of Psychology

Honours Thesis
Kira Atkinson
Madelaine Gravelle
Emma Liptrot

Masters Thesis
Madison Mailhot
Chelsea Wood-Ross
Megan Wylie

Doctoral Thesis
Jackie Huberman
Joyce Li
Christine Tong

ROYAL MILITARY COLLEGE OF CANADA Department of Psychology

Honours Thesis
Jean-Nicolas Bordeleau
Samantha Doma
George Schnubb

RYERSON UNIVERSITY Department of Psychology

Honours Thesis
Sabrina Valenzano
Susanna Lee
Julia Peak
Jonah Davids

Masters Thesis
Olivia Provost-Walker
Virginia Tsekova
Danielle Uy

Doctoral Thesis
Fiona Thomas
Gillian Wilson

SAINT MARY'S UNIVERSITY Department of Psychology

Honours Thesis
Ashley Kennedy
Shanley Weston
Jillian Taylor

Masters Thesis
Kailey Roche
Damian Canagasuriam
Gregory Anderson

Doctoral Thesis
Duygu Gulseren
Timur Ozbilir
Tammy Mahar

SIMON FRASER UNIVERSITY Department of Psychology

Masters Thesis
Jason Proulx
Philippa Hood
Daniel Tay

Doctoral Thesis
Catherine
Schaffer-McCuish

ST. LAWRENCE COLLEGE School of Community Services/ Honours Bachelor of Behavioural Psychology

Honours Thesis
Brittany Dunn
Taylor Liggett
Matthew Parada

ST. THOMAS UNIVERSITY Department of Psychology

Honours Thesis
Ashley Erb
Chiara Nannucci
Michael Butler

TRENT UNIVERSITY Department of Psychology

Honours Thesis
Taylor Collins
Stephanie Dagg
Thomas Bodrug
Eric Samleben

TRINITY WESTERN UNIVERSITY Counselling Psychology

Masters Thesis
Nicole Kruger

UNIVERSITÉ DE MONCTON École de psychologie

**Thèse de spécialisation
(baccalauréat)**
Emma Melanson

Thèse de doctorat
Dominic Guitard
Dominique Savoie

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL École de psychologie

**Thèse de spécialisation
(baccalauréat)**
Mariève Marcoux
Anna Cavenaghi
Élizabeth Hébert

Thèse de maîtrise
Alexe Bilodeau-Houle
Adriana Ursulet
Pénélope Pelland-Goulet

Thèse de doctorat
Jean-Michel Robichaud
Camille Francoeur-Marquis
Nick Corriveau-Lecavalier

UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE École de psychologie

**Thèse de spécialisation
(baccalauréat)**
Arnaud Lapierre-Bédard
Jacob-Alexandre
Marineau-Painchaud
Maxime Allard

Thèse de doctorat
Zachary Rancourt-Tremblay
Amélie Côté-Belisle

**UNIVERSITÉ
DU QUÉBEC EN
OUTAOUAIS**
Baccalauréat en psychologie

**Thèse de spécialisation
(baccalauréat)**
Jérémy Potvin
Laura Ramos Socarras
Gabrielle Roy Paquette

**UNIVERSITY
OF ALBERTA**
Department of Psychology

Honours Thesis
Helen Ma

**UNIVERSITY OF
BRITISH COLUMBIA**
Department of Psychology

Honours Thesis
Braedon C. Ballance
Victoria Wardell
Maggie Coval

Masters Thesis
Jin-Hui Wen

Doctoral Thesis
Dawoon Sheri Choi

**UNIVERSITY OF
BRITISH COLUMBIA
Okanagan Campus**
Department of Psychology

Honours Thesis
Jennifer Milan
Lydia Wood
Reagan T. Zinck

Masters Thesis
Rebecca Godard
Anne Tseu
Carley Paterson

Doctoral Thesis
Diana Lisi
Jennifer Upshaw
Damina Leitner

**UNIVERSITY
OF CALGARY**
Department of Psychology

Honours Thesis
Noah Reaume
Lindsay Berg
Paolo Pador

Masters Thesis
Emiko Muraki

Doctoral Thesis
Andrew Kim
Christianne Laliberte Durish
Nicole Larsen
Sabine Soltani
Sarah Simmons

**UNIVERSITY
OF CALGARY**
School and Applied Child
Psychology

Masters Thesis
Claire McGuinness
Katherine Hewitt
Emma Donnelly

Doctoral Thesis
Laura Flanigan
Heather Craig
Ashleigh Yule

**UNIVERSITY
OF CALGARY**
Werklund School of Education

Masters Thesis
Michelle Redekop
Mina Didehvar

Doctoral Thesis
Amy Green

**UNIVERSITY
OF GUELPH**
Department of Psychology

Honours Thesis
Alexandra Grady
Jasmine Singh
Jennifer Martow

Masters Thesis
A. Natisha Nabbijohn
Sarah Feige
Thomas Lapointe

Doctoral Thesis
Melisa Choubak
Jessica Dalley
Mamta Vaswani

**UNIVERSITY
OF LETHBRIDGE**
Department of Psychology

Honours Thesis
Marley Heavy Shield

Doctoral Thesis
Scott Semenyna

**UNIVERSITY
OF MANITOBA**
Department of Psychology

Honours Thesis
Jarod Joshi
Martine Southall
Victoria Tess

Masters Thesis
Alanna Johnson
Masha Krylova
Dana Ronaghan

Doctoral Thesis
Jennifer Barnes
Tara Conway
Sarah Rigby

**UNIVERSITY OF
NEW BRUNSWICK
Fredericton**
Department of Psychology

Honours Thesis
Emily MacKenzie
Narissa Byers
Taylor MacKinley

Doctoral Thesis
Corinna McFeaters
Kathryn Malcom
Kirsten Gullickson

**UNIVERSITY OF
NEW BRUNSWICK
Saint-John**
Department of Psychology

Honours Thesis
Patrick Hickey
Allyson Lamont
Michaela Ritchie

Masters Thesis
Caitlin Barry
Olana Gryshchuk
Brittany Skelding

Doctoral Thesis
A. Luke MacNeill
Sheila French

**UNIVERSITY
OF NORTHERN
BRITISH COLUMBIA**
Department of Psychology

Honours Thesis
Courtney Welygan
Jihanne Dumo

**UNIVERSITY
OF OTTAWA**
Department of Psychology

Honours Thesis
Lucie Pélée
Cathy Broussard
Marilou Poitras

**UNIVERSITY
OF REGINA**
Department of Psychology

Honours Thesis
Ayesha Azam
Taylor Patterson
Marcia Garcia Vargas

Masters Thesis
Michelle Paluszek
Hugh McCall
Andréanne Angehrn

Doctoral Thesis
Julia Mason
Joelle Soucy
Natasha Gallant

**UNIVERSITY OF
SASKATCHEWAN**
Department of Psychology

Honours Thesis
Nicole Beres
Nicole Camacho
Terri Croteau

Doctoral Thesis
Kristine Lovatt

**UNIVERSITY OF
THE FRASER VALLEY**
Department of Psychology

Honours Thesis
Shelby Shuster
Chelsey Perry-Ens
Regan Thompson

**UNIVERSITY
OF TORONTO**
Applied Psychology and
Human Masters
Department of Psychology

Masters Thesis
Damian Page
Phillip Ferguson
Nivatha Moothathamby

Doctoral Thesis
Katherine Stover
Sarah Zanette
Natania Marcus

**UNIVERSITY
OF TORONTO-
Scarborough**
Psychological Clinical Science

Masters Thesis
Willem Le Duc
Zoey Zuo

Doctoral Thesis
Katherine Gardhouse
Greg Williams
Kyrsten Grimes

**UNIVERSITY
OF VICTORIA**
Department of Psychology

Honours Thesis
Hannah Dupuis
Emmett Sihoe
Heather Kwan

Masters Thesis
Yaewon Kim
Christina Robillard

Doctoral Thesis
Jordan Ali
Karley Talbot
Alexandra Fisher

**UNIVERSITY
OF WATERLOO**
Department of Psychology

Honours Thesis
Sarah Churchill
Serena Tran
Fatima Meher
Olivia Ng
Monica Grove
Aliya McNeil

Meaghan Hymers
Venus Ho
Amie Durston

**UNIVERSITY
OF WINDSOR**
Department of Psychology

Honours Thesis
Maurissa Hastings
Noor Az Zahraa Khachab
Jennifer Loiselle

Masters Thesis
Rachel Smail-Crevier

Doctoral Thesis
Na Zhu
Ruby Jamil
Annamaria McAndrew

**UNIVERSITY
OF WINNIPEG**
Department of Psychology

Honours Thesis
Sean Carter
Justin Sarides
Kennedy Link

**VANCOUVER
ISLAND UNIVERSITY**
Department of Psychology

Honours Thesis
Patricia (Tish) Lewis
Tara Cooper

**WESTERN
UNIVERSITY**
Department of Psychology

Honours Thesis
Jia-Wei Shih
Nathaniel Johnson
Lisa Reynolds

**WILFRID LAURIER
UNIVERSITY**
Department of Psychology

Honours Thesis
Jillian Zitars
Jennifer Dobai
Zina Al-Akhchar

YORK UNIVERSITY
Department of Psychology

Honours Thesis
Sophie Goss
Alexandra Markwell
Andreja Stajduhar

Masters Thesis
Delaram Farzanfar
Ariel Shoikhedbrod
Ruth Vanstone

Doctoral Thesis
Jordana Waxman
Kayla Hamel
Teresa Marin

PLEINS FEUX SUR LES SECTIONS PSYCHOLOGUES ET RETRAITE



ERIC BOLLMAN

Spécialiste des communications,
Société canadienne de psychologie

Beaucoup de psychologues se lancent dans la profession dans un but de défense des intérêts – ceux de leurs clients, de l'avancement de la recherche en psychologie, de la mobilisation des connaissances et de la déstigmatisation entourant la santé mentale. Que la défense des intérêts soit une ambition explicite ou implicite, c'est un élan universel chez les personnes qui consacrent leur vie à aider les autres.

Cette motivation à être au service des autres ne prend pas fin une fois la carrière terminée. Prendre sa retraite après avoir exercé la profession de psychologue ne signifie pas nécessairement cesser de militer pour les grandes causes. En fait, la fin de la vie active pourrait donner plus de temps pour relever ce genre de défis, voire découvrir de nouvelles causes à défendre.

C'est le cas de Juanita Mureika et de Dawn Hanson, coprésidentes de la Section des psychologues et la retraite de la SCP. Juanita a pris sa retraite en 2011 après avoir exercé comme psychologue scolaire, mais elle demeure active dans l'arène politique du Nouveau-Brunswick. Elle a passé une grande partie de l'année 2021 à faire pression contre le projet de loi-35, dans le cadre duquel le gouvernement du Nouveau-Brunswick a l'intention de retirer les évaluations des élèves

des mains des psychologues scolaires et de permettre aux enseignants d'effectuer ces évaluations à la place.

Dawn a pris récemment sa retraite de la présidence de la Manitoba Association of School Psychologists, mais elle reste active et impliquée dans le projet de loi-64 qui vient d'être proposé. Le projet de loi ferait disparaître tous les conseils scolaires, afin de centraliser l'administration scolaire à Winnipeg. « À la Manitoba Association of School Psychologists, nous sommes toujours à l'affût de tout ce qui pourrait avoir une incidence sur les services psychologiques au Manitoba, particulièrement en ce qui concerne les enfants d'âge scolaire et les familles, dit Dawn. Je ne peux pas imaginer – à la retraite ou non – ne pas être impliquée dans ces dossiers et ces questions brûlantes. Nous avons été très impliqués dans la création d'un nouvel ordre des psychologues au Manitoba. Nos psychologues scolaires ne faisaient pas encore partie de l'organisme de réglementation avant aujourd'hui. Ainsi, avec l'arrivée d'un nouvel ordre, nous travaillons pour que les psychologues scolaires puissent y être représentés, tâche que nous avons entreprise il y a plusieurs années. »

Pour Juanita, Dawn et la Section des psychologues et la retraite dans son ensemble, la représentation des intérêts ne cesse pas avec la retraite. Et la retraite elle-même ouvre en fait d'autres domaines où la défense des intérêts peut être très utile. Partout au Canada, les psychologues à la retraite sont très préoccupés par les règlements en vigueur dans leur province respective en ce qui concerne la durée de conservation des dossiers. Dans une province, les dossiers doivent être conservés en lieu sûr pendant 15 ans – mais si le client est un enfant d'âge scolaire, le dossier doit être conservé en lieu sûr pendant 15 ans après l'année où l'enfant atteint l'âge de la majorité. Selon Dawn, « il s'agit d'une tâche très lourde pour les psychologues qui doivent trouver un moyen de garder et de conserver ces dossiers en lieu sûr, parfois pendant des décennies! Juanita et moi avons exercé la plupart de nos activités dans le cadre scolaire, de sorte que, après avoir pris notre retraite, ce problème ne nous concernait plus. L'école doit garder ces dossiers en lieu sûr, conformément à ce qui est exigé par l'organisme de réglementation ou par la province. »

Ni Dawn ni Juanita ne sont concernées par ce problème, mais elles défendent néanmoins la cause. La Section des psychologues et la retraite a envoyé un sondage à tous les

autres organismes de réglementation du Canada, y compris ceux des territoires, afin de déterminer quels étaient les problèmes en matière de confidentialité, de conservation des dossiers, de consentement éclairé, etc. Au moment d'écrire ces lignes, les réponses de ces groupes continuent de nous parvenir – lentement. Jusqu'à présent, la seule chose qui est claire, c'est que les règlements, les politiques et les pratiques régissant la conservation des dossiers varient énormément d'une province à l'autre.

Imaginez que vous fermez votre cabinet et que vous prenez votre retraite. En plus de détenir un grand nombre de fichiers électroniques, vous avez également des mètres et des mètres de dossiers papier que vous devez garder en sécurité pendant encore 15 ans. Il est probablement peu pratique et peu sûr, voire illégal, de garder tous ces documents dans votre sous-sol. Allez-vous payer pendant 15 ans un garde-meuble, à même votre revenu de retraite? Quelles sont vos options et comment pouvez-vous procéder? Et par qui seront assurés ces dossiers, selon l'endroit où ils sont stockés?

Dawn et Juanita sont sur l'affaire. Cela peut prendre un certain temps avant d'obtenir des réponses, car à chaque étape du processus, une nouvelle difficulté surgit. Comme le dit Juanita, « Une autre chose dont nous devons dorénavant tenir compte est le fait que de nombreuses provinces exigent un testament professionnel aux personnes qui projettent de prendre leur retraite. La conservation des dossiers deviendra donc le problème de quelqu'un d'autre si vous prenez votre retraite ou si vous mourez. Or ce ne sont pas toutes les provinces qui l'exigent. Il y a toujours quelque chose de nouveau. Mais pensez aux dossiers médicaux ou dentaires; ils sont conservés pendant très longtemps et il devrait en être de même des dossiers psychologiques. C'est simplement un peu trop lourd pour les gens qui se demandent « combien de temps cela va-t-il durer? »

Juanita, Dawn et les membres de la Section des psychologues et la retraite sont peut-être à la retraite, mais ils sont de plus en plus impliqués dans la représentation des intérêts. Au sein des conseils scolaires, des politiques provinciales et de la section elle-même, il existe de multiples possibilités d'influencer les systèmes afin de les améliorer. Juanita et Dawn vont continuer de faire avancer les questions importantes – pour les retraités, pour les psychologues scolaires et pour tous les autres.

RAPPORT SUR LA RÉUNION VIRTUELLE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'UNION INTERNATIONALE DE PSYCHOLOGIE SCIENTIFIQUE, 2021



SABA SAFDAR
ET JOHN BERRY

La réunion de l'Assemblée générale de l'IUPsyS s'est déroulée de manière virtuelle en deux séances de quatre heures les 19 et 21 juillet 2021. Quatre-vingt-quatorze membres ont assisté à la réunion. Il n'y a de place ici que pour fournir les points saillants; communiquez avec les auteurs pour obtenir des détails, y compris le rapport du Comité de direction de l'IUPsyS et l'ordre du jour de la réunion.

La description et l'examen de la structure de gouvernance de l'IUPsyS figuraient à l'ordre du jour. Comme le montre la figure 1, l'Assemblée générale, le Comité de direction et le Secrétariat sont des composantes de l'IUPsyS. L'Assemblée générale est l'organe législatif de l'IUPsyS et comprend les 90 membres nationaux, qui ont le droit de vote, et 24 affiliés, qui n'ont pas le droit de vote. L'Assemblée générale se réunit tous les deux ans, mais la réunion de 2020 a été reportée en 2021 en raison de la pandémie. Le Comité de direction est l'organe directeur de l'IUPsyS et est constitué de quatre administrateurs, à savoir le président, le président désigné, le président sortant, le secrétaire général et le trésorier. Le Comité de direction est nommé par l'Assemblée générale. Le Secrétariat exerce les fonctions administratives de l'Union et est dirigé par le secrétaire général.

L'IUPsyS compte également trois comités permanents : Renforcement des capacités, Publications et communications, et Planification stratégique. L'IUPsyS est membre du Conseil international des sciences et a un statut consultatif spécial auprès du Con-

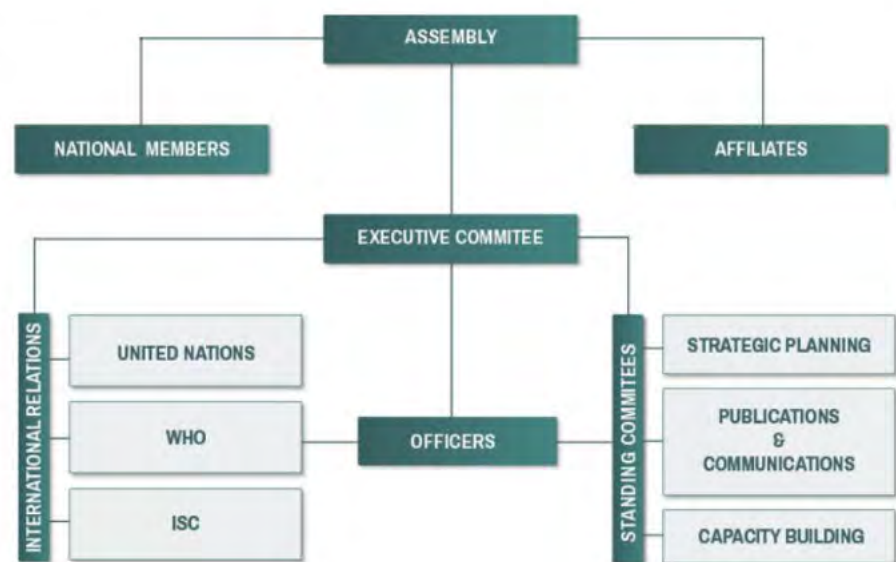


Figure 1: Structure de gouvernance de l'IUPsyS.

seil économique et social (ECOSOC) des Nations Unies et du Département de l'information des Nations Unies, en plus d'être chargée des relations officielles avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Le rapport du trésorier a été présenté par Goh Chee Leong. L'IUPsyS dispose d'importantes réserves financières et sa situation financière est bonne. Depuis 1952, l'IUPsyS centralise ses activités financières à Montréal.

La secrétaire générale, Ann Watts, a fait un compte rendu sur la mise en œuvre du plan stratégique, qui fait l'objet d'une attention particulière de la part du Comité de direction depuis 2018. Les priorités stratégiques étaient axées sur les cinq plans d'action suivants, et des renseignements sur les progrès réalisés par rapport à ces objectifs ont été présentés :

1. Accroître l'empreinte et l'impact de l'IUPsyS à l'échelle mondiale en tant qu'intermédiaire/responsable de la psychologie scientifique afin de traiter de questions revêtant une importance cruciale pour la communauté internationale des psychologues et l'humanité. À cette fin, elle est membre de la Global Psychology Alliance (<https://www.apa.org/international/networks/global-psychology-alliance#>), tout comme plus de 60 autres associations nationales et internationales de psychologie (dont la SCP).
2. Mobiliser les membres nationaux.
3. Accroître les activités et la participation régionales pour renforcer l'impact et la pertinence de l'IUPsyS.
4. Améliorer la visibilité et l'image de l'IUPsyS à l'échelle mondiale.

5. Développer la capacité opérationnelle et les fondements financiers de l'IUPsyS pour permettre l'adoption du plan d'action.

Chacun de ces plans et les actions ciblées qui ont été élaborées par la suite ont été décrits lors de la réunion.

En outre, la liste des candidatures aux postes suivants du Comité de direction a été distribuée et l'Assemblée a élu :

- Président désigné : Germán Gutierrez (Colombie)
- Trésorière : Amanda Clinton (États-Unis)
- Les sept membres réguliers du Comité de direction

En outre, les demandes d'adhésion nationale de la Barbade, de la Dominique, du Kazakhstan et du Népal ont été examinées et approuvées. De même, les demandes d'affiliation de l'Asia Pacific Psychology Alliance (APPA) et de la Central American Union of Colleges and Associations of Psychology (UCCAP) ont été examinées et approuvées.

L'Assemblée générale a également voté sur les deux candidatures (de l'Australie et de la Corée du Sud) pour la tenue du 34e congrès du CIP en 2028; l'Australie a été élue comme pays hôte. Le 33e congrès du CIP se tiendra à Rio de Janeiro, au Brésil, en 2024.

Les trois comités permanents ont également présenté leurs rapports. Dans son rapport, la rédactrice en chef de l'International Journal of Psychology (IJP), Abigail Gewirtz, a souligné la contribution de la Revue à titre de revue savante évaluée par les pairs, qui est publiée une fois tous les deux mois et est la seule revue mondiale de psychologie générale. Le facteur d'impact de l'IJP en 2020 était de 2,00. Le mandat de la rédactrice en chef a pris fin en décembre 2020 et cette dernière a accepté de prolonger son mandat de trois ans, du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2023. En outre, le rapport de Saths Cooper (président du Comité permanent sur le renforcement des capacités) a souligné qu'en 2020, l'IUPsyS a élaboré un document de réflexion sur les situations d'urgence qui constitue la base de la politique de l'IUPsyS en matière de réponse aux situations d'urgence (par exemple, les catastrophes naturelles et la pandémie actuelle).

Cette réunion de l'Assemblée générale était la dernière à laquelle assistait John Berry, qui se retire de la fonction de délégué, qu'il assumait depuis 2004. Le processus de sélection de son remplaçant est en cours. Les candidats doivent être membres/Fellows en règle de la SCP. La préférence sera accordée aux psychologues qui ont été actifs dans des organisations nationales ou internationales de psychologie, et dont l'activité professionnelle principale comprend la recherche et l'enseignement, et dont le curriculum vitae est jugé par le Comité national canadien auprès de l'IUPsyS (CNC/IUP-

syS) comme répondant à ces critères.

Chaque candidature doit comprendre les éléments suivants :

- Une lettre de mise en candidature provenant d'un membre ou d'un Fellow de la SCP, qui indique le poste pour lequel le candidat est proposé, confirme l'appui au candidat et comprend une déclaration selon laquelle l'auteur de la mise en candidature s'est assuré que le candidat est disposé à se porter candidat;
- une déclaration du candidat dans laquelle il indique les raisons pour lesquelles il souhaite siéger comme délégué;
- un curriculum vitae à jour du candidat (précisant sa formation, ses fonctions actuelles et passées, ses activités de recherche et ses activités professionnelles, sa participation à des organisations de psychologie et à des congrès internationaux);
- deux lettres d'appui de deux personnes qui connaissent bien les contributions du candidat.

La date limite pour proposer des candidatures est le **31 mars 2022**. Pour plus d'informations ou pour présenter des candidats et les documents justificatifs qui accompagnent la candidature, veuillez envoyer un courriel au responsable du CNC/IUPsyS, Saba Safdar, à l'adresse ssafdar@uoguelph.ca.

Space available for lease in a 3 acres Medical Commercial Plaza in Kitchener, Ontario. Current tenants include walk-In clinic, dentist, chiropractor, veterinarian. **Excellent opportunity for: Specialists, Family Physicians, and inter-disciplinary care providers such as Pharmacist, Physiotherapists, Optometrist, Podiatrist/Chiropractist, Naturopath, Dietitian, Speech-Language Pathologist, Sleep Clinic etc.** Multiple units available, approximately 9000sq.ft. in total. Ample parking - 169 Stalls. Plaza is located on a main road at Fairway and Manitou, 2 minutes from the LRT stop. Hwy 7, 8 and 401 exit less than 2km away. Practice administration/setup also available. New graduates welcome-lengthy waitlist of patients seeking GP. Elevator under construction. Info@MedicalComplex.ca



PLUS DE 60 COURS FIGURENT DÉSORMAIS DANS LE CATALOGUE DE COURS DE PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL **SCP/APA** – ET PLUSIEURS AUTRES SONT EN ROUTE!

Pour donner suite à nos recherches, aux demandes des membres et aux questions qui ont surgi dans l'actualité, la banque de cours de perfectionnement professionnel continu offerts par la SCP conjointement avec l'APA s'enrichira de centaines de cours de formation continue d'ici la fin de l'année.

Sujets : une vaste gamme de sujets – analyse de données, ESPT, collaboration avec les personnes âgées, ressources pour les psychologues praticiens et toxicomanie, pour n'en nommer que quelques-uns.

Crédits : cours offrant des possibilités de perfectionnement professionnel tout en vous permettant d'obtenir entre 1,0 et 4,0 crédits.

Prix : prix pour les apprenants canadiens et réductions offertes aux membres et aux étudiants affiliés de la SCP.

Les points saillants de nos **60 premiers cours** sont* –

- Integrated Behavioral Strategies for Pain and Opioid Management
- Treating Pediatric Pain in Clinical Practice: A Primer for Child and Adolescent Psychologists
- Designing and Reporting Qualitative Clinical Research
- What to Consider When Cognitive-Behavioral Therapy (CBT) Isn't Working.

Questions : courriel education@cpa.ca

**REVEZ CHAQUE MOIS POUR DÉCOUVRIR
DES DIZAINES DE NOUVEAUX COURS!**



CPA.CA/CPAAPA

* À l'heure actuelle, les cours ne sont offerts qu'en anglais



Ce qui suit est transcription condensée de l'épisode 7 de la saison 4 du balado Mind Full : Représentation des intérêts et affaires publiques avec Glenn Brimacombe

Q : Comment définiriez-vous la « défense ou la représentation des intérêts »? La représentation des intérêts est-elle principalement destinée aux politiques publiques, et en quoi diffère-t-elle du « militantisme »?

R : La représentation des intérêts ne se limite pas à la sphère des politiques publiques. Vous pouvez plaider en faveur de n'importe quoi, par exemple, réclamer un spaghetti aux boulettes de viande pour le dîner! La défense des intérêts peut s'ap-

pliquer de multiples façons. En ce qui nous concerne, et compte tenu du rôle que nous jouons, la défense et la représentation des intérêts se passent surtout dans le contexte des politiques publiques, l'objectif étant de tenter de façonner et peut-être d'influencer la façon dont les gouvernements et les autres acteurs envisagent une question de politique, et y contribuer. Selon moi, représentation des intérêts et militantisme sont différents. Je vois et je perçois le militantisme comme une démarche plus populaire, plus personnelle, plus aléatoire d'une certaine manière, et qui tend à être plus rigide. Le militantisme n'est pas lié au processus de représentation des intérêts, que l'on appelle également « lobbying », qui est en fait un processus de collaboration formelle avec les gouvernements dans le contexte des politiques publiques.

Q : Que peuvent apporter les psychologues aux discussions entourant les politiques publiques à l'échelle nationale, provinciale ou municipale?

R : Les psychologues apportent un éclairage. Ce sont des fournisseurs de soins de santé et lorsqu'ils parcourent les corridors du pouvoir, les gens sont attentifs. Je me suis rendu compte, au cours des nombreuses réunions auxquelles j'ai participé, que lorsque les fournisseurs de services parlent, les décideurs écoutent. Sachant l'importance de la santé mentale en ce moment pour une foule de raisons, que ce soit pour améliorer l'accès aux services psychologiques ou simplement pour s'assurer que les gens redeviennent productifs de retour au bureau, de réelles possibilités de contribuer aux politiques publiques se présentent à nous. En parlant en leur nom, les psychologues peuvent influencer considérablement l'évolution du dialogue sur les politiques dans un domaine particulier – par exemple, l'accès aux soins de santé mentale et aux services psychologiques. Ils sont les mieux placés pour défendre leurs intérêts. Une grande partie de mon travail consiste à préparer la profession à s'exprimer clairement et de manière précise sur les questions et les défis, afin de réunir, en somme, l'*art* et la *science* de la représentation des intérêts. La partie artistique, c'est le choix du moment, la pertinence des actions et, dans une certaine mesure, la préparation. La partie scientifique, c'est l'information probante. C'est s'exprimer de manière cohérente et directe sur les éléments probants pour permettre aux décideurs de comprendre ce que l'on dit et pour

présenter son message de manière très crédible. Et notre profession fait cela. Les psychologues ont beaucoup de poids du fait de ce qu'ils sont et de ce qu'ils font.

Q : Le sujet de la santé mentale est plus que jamais abordé dans le domaine public. Est-ce le meilleur moment pour défendre ce sujet?

R : La santé mentale est au cœur de nombreux débats, qu'il s'agisse de la COVID-19 ou des délais d'attente auxquels sont confrontées les personnes souffrant de maladie mentale qui n'ont pas accès à des professionnels de la santé mentale au moyen du système public ou à la recherche de nouveaux financements pour la science psychologique. La conjoncture est particulièrement favorable et dans ce contexte, l'importance d'investir dans la santé mentale est incontestable. Le nouveau gouvernement libéral s'est engagé à investir 4,5 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années par l'entremise du transfert en matière de santé mentale, ce qui est considérable. Il est également intéressant de mentionner que les trois partis politiques nationaux en place ont promis dans leurs programmes en vue des élections de septembre des investissements importants en santé mentale. C'est un tournant historique, à mon avis. C'est la première fois que tous les partis sont sur la même longueur d'onde et reconnaissent la santé mentale comme une priorité pour les politiques publiques.

Q : Quelles sont les discussions publiques qui, selon vous, nous mettent sur la bonne voie?

R : Ces derniers mois, de grands athlètes ont parlé de leur santé mentale. Pensons à Carey Price, Simone Biles, Naomi Osaka. Cela n'aurait pas été imaginable il y a dix ans. La sensibilisation, le partage de l'information et la destigmatisation de la maladie mentale font que les gens sont plus à l'aise de parler de leurs problèmes de santé mentale dans l'espace public, comme ils le feraient s'ils avaient un bras cassé ou un ligament déchiré. Espérons que l'instauration de conditions égales lorsqu'il s'agit de parler de ces problèmes conduira à l'instauration de conditions égales en ce qui concerne le financement et l'accessibilité, et surtout, l'architecture globale du système de santé mentale au Canada.

Suite à la page 38



LA SCP VOUS INVITE À SON 83E CONGRÈS ANNUEL 17 au 19 juin 2022

Prévu actuellement pour trois jours, du 17 au 19 juin, **le congrès annuel de la Société Canadienne de Psychologie de 2022** offrira de nombreuses possibilités de développement personnel et professionnel, et mettra en valeur les multiples façons dont la recherche en psychologie, ainsi que la pratique et l'enseignement de la psychologie est bénéfique à la société, améliore la vie des gens et fait progresser la discipline. Le congrès sera précédé par des ateliers précongrès de perfectionnement professionnel, le 16 juin, ainsi que par de nombreuses activités précongrès.

Le congrès de 2022 devrait avoir lieu au Hyatt Regency Calgary, à Calgary, en Alberta. Le format du congrès reste à confirmer en raison de la COVID-19 et dans l'attente des directives de l'agence de la santé publique de l'Alberta. Nous prévoyons actuellement un événement en personne avec des composantes hybrides et des séances sur demande.

LA PÉRIODE D'INSCRIPTION COMMENCERA AU DÉBUT DE FÉVRIER 2022.

Pour obtenir de plus amples renseignements et des mises à jour régulières, visitez le site du congrès à **convention.cpa.ca**.

Si vous avez des questions,
écrivez à **convention@cpa.ca**.

Questions et réponse

Suite de la page 36

Q : Quels sont vos projets et ceux de la SCP sur le plan de la représentation des intérêts? Quel est le prochain coup de collier que vous allez donner?

R : Ce sera la suite de ce dont nous avons parlé récemment. Maintenant qu'a été nommée la première ministre de la Santé mentale et des Dépendances, la Dre Carolyn Bennett, nous avons l'occasion de travailler avec une ministre qui comprend vraiment, depuis la base, comment faire avancer les choses. La Dre Bennett est une médecin de famille de l'Ontario qui a été confrontée à ces problèmes et a traité des personnes souffrant de problèmes de santé mentale et de toxicomanie. Compte tenu des engagements qu'a pris le gouvernement fédéral dans ce domaine, nous cherchons à travailler avec lui pour l'aider à concrétiser ces promesses. Bien entendu, la manière dont nous pouvons travailler avec les provinces et les territoires constitue un élément important de nos efforts, car une grande partie de l'argent promis sera transférée aux provinces et aux territoires, qui en assureront l'administration. Il est également important, dans le contexte actuel d'un gouvernement minoritaire, de communiquer avec tous les parlementaires. Beaucoup de points en suspens restent à aborder dans les discussions auxquelles nous sommes susceptibles de participer, puisque le NPD et les conservateurs contribueront à déterminer comment les politiques seront établies.

Albert Bandura

Suite de la page 29

À 90 ans, Al a publié *Moral Disengage : How People Do Harm and Live with Themselves* (Bandura, 2016). Ce livre constitue pour Al le plus important héritage qu'il ait laissé au monde. Il travaillait depuis plus de deux décennies à élucider l'un des plus grands mystères de notre époque : comment des personnes normalement bienveillantes peuvent-elles faire des choses cruelles et vivre en paix avec elles-mêmes? En s'appuyant sur sa théorie de l'agentivité, Al a introduit de nouvelles idées sur les mécanismes psychosociaux par lesquels les gens dissocient sélectivement leur moralité de leurs comportements nuisibles en affaires, en politique et en société. Son livre est une percée dans le domaine de la psychologie morale et de l'éthique, car il fournit un modèle conceptuel concret montrant comment contrer les pratiques non éthiques par un engagement moral conscient.

Les contributions d'Al à la psychologie ont été reconnues par les nombreux prix et honneurs qu'il a reçus. Il a été notamment le président honoraire de la Société canadienne de psychologie, a été fait Officier de l'Ordre du Canada et est lauréat de la Médaille nationale en sciences remise personnellement par le président Barack Obama. Il a reçu 19 diplômes honorifiques d'universités du monde entier, dont l'Université de la Colombie-

Britannique, l'Université de Lethbridge, l'Université du Nouveau-Brunswick et l'Université d'Ottawa.

Al nous a laissé un héritage extraordinaire, qui fournit des connaissances et des conseils importants pour relever les grands et nombreux défis mondiaux d'aujourd'hui. En dépit de ses nombreuses réalisations, lorsqu'on lui demandait ce dont il était le plus fier dans sa vie professionnelle, Al répondait que « les connaissances et les conseils qu'il transmettait aux étudiants » du monde entier étaient ce qu'il chérissait le plus.

Al était un mentor et un collègue estimé, connu pour sa sagesse, son humilité, son intégrité, son humanité, sa gentillesse, sa nature aimable et bienveillante et son sens de l'humour. Il était toujours heureux de parler et invariablement généreux de son temps. Al disait souvent : « Que la force de l'efficacité soit avec vous! » Il a incarné sa théorie de l'auto-efficacité en donnant confiance aux autres pour qu'ils réussissent leurs expériences.

Al continue de vivre à travers les personnes à qui il a enseigné et avec qui il s'est lié d'amitié, ainsi que chez celles qui n'ont pas eu le privilège de le rencontrer et qui ont été influencées par son travail pertinent qui invite à réfléchir.

Mental health care in Canada

Suite de la page 20

• We need to train health providers in sufficient numbers, and with the skills that their patients need of them. A large class of doctoral students in professional psychology is ten, a fraction of the hundreds of nurses and physicians trained annually in a single class. If we want to make mental health care more accessible to people who need it, we need to invest in our mental health human resources.

• Health provider training must focus on what patients need of us. We must break down barriers to ensure an inclusive and representative resource and training must include competence around culture, iden-

tity, and intersectionality; aging populations; the management of chronic health conditions; substance use, and end of life decisions—to name only a few.

• Barriers to accessing care are disproportionately felt by those people who are most marginalized. To achieve equitable access to health care, health providers, systems and institutions must dissolve the disparities that exist due to stigma, poverty and being a member of minority and vulnerable populations.

• Governments and policy-makers must consider the behavioural science of public policy and programming. How well we manage a pandemic or climate change depends in large measure on how people

behave. Policy that takes into account why and how people make behavioural decisions will be better policy.

We are way past minding the mental health care gap in Canada. It's time to mend it—for individuals, families, the workplace and all our communities. Psychologists can help.

Dr. Karen Cohen (Ph.D.) is the CEO of the Canadian Psychological Association (CPA). Dr. Cohen is a registered psychologist. She completed a post-doctoral fellowship in rehabilitation psychology and neuropsychology at the Ottawa Rehabilitation Centre where she worked for 9 years with persons living with a range of chronic health conditions and disabilities.



Votre adhésion à la SCP vous met en relation avec une communauté mondiale de près de 7 000 cliniciens, chercheurs, universitaires et étudiants.

Votre adhésion à la SCP vous donne accès à une vaste gamme d'avantages personnels et professionnels, y compris –

- Des **rabais** offerts par nos 17 partenaires, comme Lenovo, Staples, Johnson Insurance, notre nouveau logiciel de gestion de cabinet, Therapy Live, et notre assurance responsabilité professionnelle, parmi les meilleures de l'industrie, offerte par BMS
- Nouvelles **catégories de membre** : membres en début de carrière (1re année), membres en début de carrière (2e année) et membres en congé parental
- Plus de 90 cours de PPC
- **Balados** sur des sujets d'actualité comme la pratique à distance, les injustices raciales, la désinformation sur les vaccins, le soutien aux professionnelles de la santé mentale à l'aide de ressources d'autosoins et l'effet Naomi Osaka
- Plus de 20 **bourses et subventions** – subventions à l'intention des étudiants pour leur permettre de participer à des conférences, subventions destinées à des projets de recherche et de mobilisation des connaissances et Prix pour le membre de l'année et Prix pour réalisation humanitaire
- **Ressources et publications**, parmi lesquelles figurent un bulletin mensuel, un magazine trimestriel, des fiches d'information, des revues et des tarifs d'abonnement réduits à PsychNet Gold
- La possibilité d'acquérir des **compétences en leadership**, d'**être publié** ou d'**enrichir votre CV**
- Notre travail de **représentation des intérêts** sur des questions importantes, comme la thérapie de conversion, la pratique de la télépsychologie et la parité en santé mentale

Votre adhésion à la SCP nous permet de soutenir, de promouvoir et de défendre vos intérêts, vous les membres et les affiliés.

LA PÉRIODE DE RENOUVELLEMENT DE L'ADHÉSION POUR L'ANNÉE DE COTISATION 2022 COMMENCE LA PREMIÈRE SEMAINE DE DÉCEMBRE.



CPA.CA

Hire top-tier co-op students from Canada's highest-ranked university for a 4, 8 or 12 month work term.

Whether you hire students in life sciences, psychology, mental health studies, or from any of our **35 programs**, our co-op students arrive prepared and ready to contribute to your team.

Need funding? Utilize our funding concierge service and get up to \$7,000 in co-op student wage subsidies.

We take care of all the hiring logistics – promoting the job, scheduling interviews, corresponding with students, coordinating offers, advising on funding and much more.

We're here to help!

Find your next hire
uoft.me/hirestudents

Toluwanimi Faromika
4th year Psychology Co-op student
Work terms at SickKids Hospital and Baycrest



UNIVERSITY OF
TORONTO
SCARBOROUGH

**ARTS &
SCIENCE CO-OP**